PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 21 avril 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant **l'icône** **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Visite officielle – Ministre du Travail et des Solidarités

- Jean-Pierre Farandou en déplacement à Darnétal et Notre-Dame-de-Bondeville ce mardi autour de l'insertion - InfoNormandie

Économie et vie des entreprises

- Près de Rouen. Vers la liquidation judiciaire de Fibre Excellence ? La reprise de la papeterie Chapelle Darblay à nouveau menacée – Tendance Ouest
- Danone a pris le virage du Skyr et va investir 20 millions d'euros dans ses deux usines normandes en 2026 – ICI Normandie
- Hausse du cours du pétrole. "3 000 euros de charges en plus" : les agriculteurs payent le prix de la crise au Moyen-Orient – France 3
- [Photos] Seine-Maritime. North Atlantic réussit une manœuvre jamais tentée pour ravitailler les navires sur place – Le courrier cauchois
- Nouvelle zone commerciale à l'entrée de Dieppe : « Il reste des cases disponible » - Paris Normandie
- Liquidation de la compagnie maritime havraise Towt : deux offres de reprise déposées – Paris Normandie

Services de l'État

- Fermeture définitive de la piste moto près du Havre : les moto-écoles inquiètes – Paris Normandie

Social et société

- _C'est un vrai atout touristique pour la région_ _ au large de Fécamp, le parc éolien est devenu un lieu de visite incontournable – France 3
- « 15 % de fréquentation en plus en Normandie » : le prix du carburant ne plombe pas le tourisme – Paris Normandie
- "Les gens ont peur qu'on ferme" : l'antenne des Restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray cherche à tout prix un nouveau local – France 3
- Dans l'Eure et en Seine-Maritime : une reconnaissance nationale pour les Ehpad de ce centre hospitalier – Journal d'Elbeuf

Mobilité

- Le contournement Est de Rouen pourrait ne jamais voir le jour : le Conseil d'orientation des infrastructures vient de rendre un avis négatif sur le projet – France 3

Énergie

- La Normandie au cœur d'un réseau de transport du CO2 industriel – Paris Normandie
- Vidéo Un nouveau parc éolien en mer va voir le jour au large de Fécamp, la production sera multipliée par 8 - 76actu

Environnement

- Destruction d'espèces protégées côte Sainte-Catherine à Rouen : d'anciens élus écologistes interpellent la Métropole – ICI Normandie
- En Seine-Maritime, 3 500 mètres de haies plantées pour lutter contre l'eau impropre à la consommation – Le Parisien

Collectivités et équipements publics

- Politique. Les drapeaux d'Israël et de la Palestine sur la façade de l'Hôtel de Ville de Rouen ont été retirés - Tendance Ouest
- « Déçus et affligés » : près de Rouen, le camion benne de la commune dérobé durant le week-end – Paris Normandie

Sécurité

- Rouen. De l'autel aux platines : le prêtre DJ Padre Guilherme en concert – Tendance Ouest
- Saint-Valery-en-Caux. Cannabis et cocaïne : les gendarmes démantèlent un trafic après plusieurs mois d'investigations - Le courrier cauchois
- Fuite de données : le portail ANTS, qui gère les pièces d'identité, visé par une attaque informatique – Paris Normandie
- Cambriolages à répétition près de Dieppe : la mairie appelle à la vigilance – Les infos dieppoises

Travaux et aménagement

- Pourquoi une partie de la rocade de Dieppe est fermée aujourd'hui et demain ? – Paris Normandie
- Bus, voitures, vélos… À Goderville, les usagers vont enfin pouvoir emprunter le nouveau pôle multimodal – Paris Normandie
- Le Havre. À quoi ressemble la bibliothèque Raymond-Queneau dans la galerie commerciale d'Auchan ? – Paris Normandie
- Un mois de travaux pour réduire la vitesse dans cette commune de Seine-Maritime – Le réveil

Mobilité

- Ligne SNCF Le Tréport-Abbeville : un dossier au point mort malgré les relances – Paris Normandie
- Hausse du prix du péage du pont de Normandie : le débat fait rage entre les élus au Havre - 76actu

Nomination

- Normandie. Une nouvelle direction à l'Agence régionale de santé – Tendance Ouest

Élections municipales

- À Bolbec, une enquête ouverte après des publications racistes diffusées pendant la campagne municipale – Paris Normandie

Acteurs publics

- L'État balise sa stratégie de réduction des dépendances numériques à long terme

- Le Parlement vote la réforme du cadre des instances consultatives de l'État et supprime les “Ceser” en région
- Manque de concret, calendrier serré : le plan “Santé au travail” dans la fonction publique laisse les syndicats sur leur faim
- Commande publique : l'administration devra bientôt passer par une plateforme unique
- Avec la migration de ses 250 postes vers Linux, la DSI de l’État ouvre la voie dans l'administration à une émancipation de Windows

Décès

- Ancienne maire adjointe et militante communiste, Liliane Bosansky est décédée à Dieppe - Les informations dieppoises
- Emile Vittecoq, ancien combattant et figure emblématique de Neufchâtel-en-Bray est décédé – Le Réveil

infonormandie.com

Jean-Pierre Farandou en déplacement à Darnétal et Notre-Dame-de-Bondeville ce mardi autour de l'insertion

La rédaction d'infoNormandie

3–4 minutes

SEINE-MARITIME

Lundi 20 Avril 2026 - 14:29

Le ministre du Travail et des Solidarités, Jean-Pierre Farandou, est attendu ce mardi 21 avril en Seine-Maritime., annonce la préfecture Deux étapes sont prévues à Darnétal et à Notre-Dame-de-Bondeville pour mettre en lumière des initiatives locales d'insertion par l'activité économique.

Jean-Pierre Farandou - illustration © Facebook

Jean-Pierre Farandou effectuera ce mardi 21 avril après-midi un déplacement en Seine-Maritime consacré aux politiques d'insertion et au retour à l'emploi des publics les plus fragiles.

Le ministre du Travail et des Solidarités se rendra successivement à Darnétal puis à Notre-Dame-de-Bondeville afin de visiter trois structures engagées sur le terrain : Relais Horizon Emploi, la Case Départ et la Fabrik à Yoops.

Des solutions locales face à la précarité

À travers cette visite, le gouvernement entend valoriser des dispositifs qui accompagnent des personnes éloignées de l'emploi. Ces structures misent sur un suivi individualisé, la reprise d'activité progressive et la remobilisation professionnelle.

Le déplacement doit également permettre des échanges avec les responsables associatifs, les salariés en insertion et les partenaires locaux mobilisés autour de ces parcours d'accompagnement.

Un focus sur l'économie sociale et solidaire

Ces initiatives s'inscrivent dans le champ de l'insertion par l'activité économique, secteur qui associe emploi, accompagnement social et formation.

En Seine-Maritime, plusieurs associations développent ce type de réponses pour lutter contre l'exclusion, notamment dans les quartiers prioritaires et les territoires confrontés à des difficultés d'accès durable à l'emploi.

Plus de détails à venir sur infoNormandie sur le déroulement de cette visite.

A SAVOIR

Déroulé prévisionnel de la visite ministérielle

13h00 – Darnétal
Visite de l'association Relais Horizon Emploi, structure d'insertion accompagnant les personnes éloignées de l'emploi via un parcours socioprofessionnel individualisé.

15h00 – Rouen
Déplacement à La Case Départ, association de réinsertion sociale et professionnelle, puis à La Fabrik à Yoops, structure fabriquant, vendant et louant des tiny houses pour des personnes en grande précarité.

15h50 – Notre-Dame-de-Bondeville
Visite d'un terrain accueillant cinq tiny houses et échanges annoncés avec les bénéficiaires.

tendanceouest.com

Près de Rouen. Vers la liquidation judiciaire de Fibre Excellence ? La reprise de la papeterie Chapelle Darblay à nouveau menacée

Pierre Durand-Gratian

~3 minutes

Tout ça pour ça ? Depuis 2019 et la fermeture de Chapelle Darblay à Grand-Couronne, les salariés, la Métropole Rouen Normandie et l'Etat travaillent à un projet de reprise. Après une préemption du site par la Métropole en 2022, Véolia et Fibre Excellence se sont engagés pour le redémarrage du site. Mais l'industriel canadien, dernier fabricant de pâte à papier marchande en France, a connu depuis bien des difficultés économiques avec 30 millions d'euros de perte en 2025. Depuis mercredi 15 avril, il s'est déclaré en cessation de paiements. Et jeudi, l'actionnaire indonésien de Fibre Excellence, Jackson Wijay, a fait savoir au ministère de l'Industrie qu'il ne souhaitait pas investir pour sauver les deux usines de Saint-Gaudens en Haute-Garonne et Tarascon dans les Bouches-du-Rhône, malgré les efforts de l'Etat consentis pour soutenir l'activité. Conséquence, le tribunal de commerce de Toulouse pourrait bien prononcer la liquidation judiciaire de Fibre Excellence, lundi 27 avril, mettant fin aux espoirs de redémarrage de Chapelle Darblay. *"C'est plus qu'un choc, c'est terrible ce qui arrive. Ce sont des années de travail avec Fibre Excellence qui se retrouvent à plat à cause de cette décision de l'actionnaire"*, regrette Cyril Briffault, de la CGT Chapelle Darblay, engagé depuis toujours pour le sauvetage du site.

Un nouveau repreneur ?

Loin de vouloir lâcher, il entend reprendre désormais son bâton de pèlerin. *"Peut-être que tout n'est pas perdu, il va falloir voir si un autre industriel plus sérieux est intéressé par ce qui est proposé pour l'accompagnement de Chapelle Darblay et de Fibre Excellence France"*, insiste-t-il, tout en avouant qu'il *"n'y avait pas de plan B"*.

Le 11 février, un rassemblement s'était tenu devant le site de Grand-Couronne en soutien aux usines de Tarascon et Saint-Gaudens, dont le sauvetage était présenté comme un préalable au projet de reprise de Chapelle Darblay.

Un investissement de 270 millions d'euros était nécessaire pour relancer l'activité à Grand-Couronne et faire de l'usine un site de fabrication de papier pour ondulé, du carton pour l'emballage. L'Etat s'était engagé pour un prêt de 27 millions d'euros via la Banque publique d'investissement. 180 emplois étaient à la clé.

ici.fr

Danone a pris le virage du Skyr et va investir 20 millions d'euros dans ses deux usines normandes en 2026

Simon Maunoury

4–5 minutes

L'usine Danone de Ferrière-en-Bray va investir 20 millions d'euros dans ses deux usines normandes en 2026. © Radio France - Simon Maunoury

Diffusé le lundi 20 avril 2026 à 6:31

Publié le lundi 20 avril 2026 à 6:31

L'usine Danone de la Ferrière-en-Bray en Seine-Maritime se spécialise dans la production de Skyr. Le groupe a annoncé, vendredi 17 avril 2026, l'investissement de 20 millions d'euros sur les deux sites normands et la relocalisation de 22.000 tonnes de produits d'ici 2027.

Si vous avez du Skyr dans votre réfrigérateur, il vient avec certitude de l'usine Danone de la Ferrière-en-Bray (Seine-Maritime). Le groupe a annoncé, vendredi 17 avril 2026, qu'il allait **investir 20 millions d'euros** sur ses deux sites normands (une seconde usine est implantée au Molay-Littry dans le Calvados).

Le directeur du site de Danone Pays de Bray, Alban Quenneville, souhaite aussi relocaliser en France 45.000 tonnes de volumes de produits finis, en 2026, dont **22.000 tonnes dans les deux usines normandes d'ici 2027,** avec pour ambition de spécialiser chaque site.

Un produit riche en protéines et faible en matière grasse

Chaque jour, **2,5 millions de pots de yaourt sortent de cette usine**. Ce produit laitier d'origine islandaise est plus riche en protéines qu'un yaourt classique et plus faible en matière grasse. Pour produire un kilo de Skyr, il faut trois litres de lait, soit le triple que pour un yaourt classique.

Dans cette usine, **350 salariés travaillent sur 12 lignes de production**. Avec le plan massif d'investissement de 20 millions d'euros, il y en aura deux supplémentaires, dont l'une dès le second semestre de l'année 2026. Elles seront toutes les deux consacrées à la production de Skyr.

60% de la production du site de Danone Pays de Bray est exportée dans les pays limitrophes (Espagne, Royaume-Uni, Belgique, Allemagne).

- Ferrières-en-Bray

- ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)
- ICI
- Alimentation
- Entreprises
- industrie

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Passer la section

Du beau temps annoncé toute la semaine, pour le bonheur des vacanciers et des professionnels du tourisme au Havre

Le 21/04/2026

En un an, la fréquentation des véloroutes de la Seine-Maritime a bondi de 19%. Le cyclotourisme est en plein boom chez nous. Le profil des amateurs de longues promenades à bicyclette se diversifie.

Le 21/04/2026

Le beau temps se maintient pour la deuxième semaine des vacances de Pâques. Les touristes arrivent peu à peu sur les plages, notamment au Havre où le terrasses des restaurants se remplissent.

Le 21/04/2026

Danone veut produire plus de skyr à Ferrières-en-Bray

Le 20/04/2026

Sur le même thème

Passer la section

- Comme au Mans, des drones militaires vont-ils être construits à l'usine Renault de Cléon ? Si l'entreprise ne confirme rien, la CGT alerte ce mardi sur cette information.

  Le 21/01/2026

- Comme tous les hivers, les deux ferries de la ligne Dieppe-Newhaven passent près de trois mois chacun en révision. Un investissement de 8 à 10 millions d'euros, indispensable pour les laisser à flots. Reportage.

  Le 17/02/2026

- L'usine de Saint-Aubin-lès-Elbeuf de l'entreprise Euroapi rejette trop de nitrate et de particules fines dans la Seine par rapport aux limites autorisées. Un arrêté prévoit d'infliger une amende de 1.000 euros par jour au fabricant de principes actifs pharmaceutiques si rien ne change d'ici 2026.

  Le 15/10/2025

- Le propriétaire des bâtiments de Bolloré Logistics et Blue Solution a jusqu'à ce mercredi 10 septembre pour apporter à la préfecture de la Seine-Maritime la preuve qu'il va bien terminer de déblayer le terrain où près de 900 tonnes de batteries ont brulé en janvier 2023.

  Le 08/12/2025

france3-regions.franceinfo.fr

Hausse du cours du pétrole. "3 000 euros de charges en plus" : les agriculteurs payent le prix de la crise au

Yves Asernal

3–4 minutes

À Petit-Caux, en Seine Maritime, la saison des travaux de printemps a commencé. Mais pour les agriculteurs normands, elle s'ouvre sous le signe d'une flambée des prix du carburant directement liée au conflit au Moyen-Orient. Reportage chez un producteur de lait qui compte, euro par euro, le coût d'une guerre à 6 000 kilomètres.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

Léo Grémont sort la tondeuse. La récolte d'herbe vient de commencer à Petit-Caux, de quoi nourrir les vaches laitières de l'exploitation familiale pendant un an. "*Le tracteur consomme environ 15 litres à l'hectare, il y a une cinquantaine d'hectares à faire...*"

Mais cette année, chaque hectare travaillé coûte 40 euros de plus. En un mois et demi, le prix du gazole non routier a bondi d'un euro. Mais pas le choix de faire le plein. Le tracteur est devenu incontournable. Et la facture s'envole.

"*Rien que pour nourrir les vaches laitières, ça représente 300 euros de charge supplémentaires par rapport à avant le conflit au Moyen-Orient*", se désespère Franck Grémont, producteur de lait.

Depuis le 28 février et l'embrasement de la région du détroit d'Ormuz, ce sont au total 3 000 euros de charges supplémentaires qui ont alourdi les comptes de la ferme. 70 vaches à nourrir, un tracteur incontournable et un carburant dont le prix échappe à tout contrôle local.

Le carburant ne sert pas qu'à faire tourner les machines. Dans la filière laitière, le pétrole est partout même dans les emballages.

> Ces pots de crème sont fabriqués avec des produits pétroliers. Le pot lui-même a pris une augmentation de 53 % due à la hausse du pétrole.
>
> *Franck Grémont, producteur de lait*

Résultat : si les coûts de production augmentent, c'est le prix payé

au producteur pour son lait qui risque de baisser. La trésorerie s'amenuise. L'aide de l'État, pourtant promise, tarde à arriver.

> L'aide est apportée sur les livraisons d'avril, payées en avril. Mais pour mai, juin, juillet, on ne sait pas.
>
> *Franck Grémont, producteur de lait*

Le reportage d'Elisa Gavinet et de Didier Meunier :

durée de la vidéo : 00h01mn53s

Impacts du conflit du Moyen-Orient sur une ferme de Seine Maritime • ©France 3 Normandie

L'avenir à court terme reste illisible. La prochaine facture de carburant, Franck ne sait pas encore ce qu'elle dira. Mais il sait déjà qu'elle sera plus lourde que la précédente.

Avec Elsa Gavinet.

lecourriercauchois.fr

[Photos] Seine-Maritime. North Atlantic réussit une manœuvre jamais tentée pour ravitailler les navires sur place

Le Courrier Cauchois

4–6 minutes

Les détours par Le Havre pour aller faire le plein d'un navire ne sont plus forcément nécessaires. Les navires accostés aux appontements de la raffinerie North Atlantic, sur la zone industrielle de Port-Jérôme, peuvent désormais être avitaillés sur place. La première opération a été menée le 26 février avec le tanker Fuji Lava, affrété par North Atlantic. Le principe et simple : une barge spécialisée vient s'amarrer à côté du navire pour lui transférer du carburant. Cette opération est beaucoup moins évidente ici qu'ailleurs. "*Il y a beaucoup de courant, du trafic maritime et c'est une zone resserrée*", explique Frédéric Demerville, responsable du pôle marchandises dangereuses à la capitainerie de Haropa Port Rouen. "*Cela a nécessité une coordination technique inédite entre la raffinerie, l'avitailleur Atlantic Energy et nous*".

— HAROPA PORT (@haropaport) March 25, 2026

Une réponse à un besoin réel

C'est la compagnie pétrolière qui est à l'origine du projet. Les bateaux, essentiellement des tankers, sont nombreux à faire escale sur ses appontements : environ 800 par an. Ce sont des clients de North Atlantic, mais aussi des navires que l'entreprise affrète pour faire livrer ses produits chez ses clients. Or, certains de ces bateaux doivent passer par Le Havre pour faire le plein de carburant avant ou après leur escale à Port-Jérôme. "*Nous sommes contraints d'envoyer le navire pendant une journée à deux jours pour qu'il soit avitaillé*", résume Théo Piallat, responsable des opérations commerciales maritimes de North Atlantic France. A la contrainte du temps perdu s'ajoutent les frais d'entrée et de sortie du port, ainsi que le carburant consommé pour ce détour sans valeur commerciale directe. En permettant le plein directement à quai, l'entreprise gagne du temps, réduit ses coûts logistiques et des émissions de CO2.

Des nouvelles opérations prévues

Haropa Port y voit un levier d'attractivité. "*C'est un nouveau service aux navires*, s'enthousiasme Frédéric Demerville. *Une prestation supplémentaire susceptible de rendre l'escale compétitive, car elle permet de réaliser l'avitaillement pendant le chargement ou déchargement de produits pétroliers.*"

La première opération, réalisée avec une petite barge de la société Atlantic Energy, s'est déroulée sans incident. Le transfert a duré

environ trois à quatre heures. D'autres opérations d'avitaillement sont prévues dans le courant du mois d'avril. Mais pas question d'élargir trop vite sans garanties de sécurité. "*Des discussions sont prévues avec Haropa Port pour étudier la possibilité d'accueillir des barges et des navires de dimensions différentes, pour offrir plus de flexibilité aux navires que nous affrétons et à nos clients*", confie Théo Piallat.

Ce nouveau service est susceptible de rendre l'escale compétitive, car il permet de réaliser l'avitaillement pendant le chargement ou déchargement de produits pétroliers - © HAROPA PORT|Nicolas Toussaint

Port-Jérôme a accueilli un premier transfert de carburant sécurisé sur le tanker Fuji Lava, ce 26 février.

L'avitaillement d'un navire à Port-Jérôme demande une préparation minutieuse. Le principe est simple : pendant qu'un bateau est amarré à l'appontement de la raffinerie North Atlantic, une barge fluviale spécialisée vient se placer à ses côtés pour lui transférer du carburant.

Dans les faits, rien n'est improvisé. Le créneau est fixé à l'avance selon plusieurs paramètres : marée, état du courant et du trafic sur la Seine, météo, marée, type de cargaison du navire et compatibilité avec les opérations commerciales déjà prévues à quai. Certaines marchandises permettent de faire l'avitaillement en même temps que le chargement ou le déchargement ; d'autres imposent de séparer les opérations.

La première intervention réalisée le jeudi 26 février 2026 sur le tanker Fuji Lava a duré entre trois et quatre heures. Le carburant transféré était du gazole marin à très faible teneur en soufre. La barge utilisée, opérée par Atlantic Energy (tierce partie indépendante de North Atlantic), petite et maniable, avait été retenue pour cette phase de lancement.

Pour Haropa Port et North Atlantic, l'enjeu est de proposer un service supplémentaire sans transiger sur la sécurité.

paris-normandie.fr

Nouvelle zone commerciale à l'entrée de Dieppe : « Il reste des cases disponible »

Loïc Potier

5–7 minutes

Progressivement, un petit centre commercial est en cours d'installation sur la zone d'activités Eurochannel de Neuville-lès-Dieppe - Martin-Église. Deux enseignes viennent d'ouvrir et cinq autres devraient le faire prochainement.

Par Loïc Potier

Publié: 21 Avril 2026 à 06h20 Temps de lecture: 2 min
Située entre les deux ronds-points sur la RD 925 reliant Dieppe à Eu/Le Tréport, le petit centre commercial de la zone d'activités Eurochannel de Neuville-lès-Dieppe, regroupant douze cases, est en cours d'élaboration. Deux enseignes ont ouvert leurs portes récemment avec dans l'ordre chronologique : le magasin Terre de running, spécialisé dans la vente de chaussures et de matériels adaptée à la course à pied et à la randonnée, géré par Nadia et Jean-Christophe Douguet et une nouvelle boulangerie-pâtisserie de la Mie Câline, exploitée par Sébastien Hiest qui a recruté une équipe de dix personnes. Il gère trois autres agences dont celle qui est place Nationale à Dieppe.

Douze cases commerciales

Terre de running est le premier à s'implanter sur la petite zone commerciale - Photo FW/Paris Normandie

Le projet a été lancé voici environ deux ans et il a été mené par les promoteurs de la société Thérigny immobilier : Stéphane et Jean-Christophe Petit. Le siège social est situé à Friville-Escarbotin, dans

la Somme. *« Nous avons en tout douze cases commerciales à louer », précise Stéphane Petit. « Elles sont toutes de la même surface, sauf une qui est plus grande. À ce jour deux sont déjà occupées et cinq autres vont l'être prochainement. Les travaux d'installation et les négociations sont en cours et nous espérons que tout sera bien finalisé. Il reste cinq cases disponibles. Nous aimerions la venue d'un coiffeur. Nous restons ouverts à toutes les propositions à partir du moment où elles complètent l'existant et qu'elles offrent une diversité commerciale. »*

Certaines enseignes ont déjà pris une option pour s'installer. - Photo FW/Paris Normandie

Visible de la RD 925

Selon le promoteur, les prochains à venir seraient une enseigne nationale, spécialisée dans la conception de cuisines et un show-room d'un ébéniste et spécialisé dans la réalisation de meubles fabriqués par un artisan de la région dieppoise. *« Je ne peux en dire plus car nous sommes dans les négociations finales. Nous avons des contacts avec une société spécialisée dans le bien-être et l'esthétisme et un opticien. Toutes ses offres sont adaptées à la zone d'activités Eurochannel. Nous avons choisi cet emplacement car sur cet axe départemental d'importance circulent 35 000 véhicules par jour. Le petit centre commercial est visible de la route et il est facile d'accès. Des emplacements de parking sont également créés pour la clientèle. »* Il reste donc cinq cases à remplir afin de former une zone qui pourrait ressembler à celles qui existe à l'entrée de Dieppe, sur la zone d'activités des Vertus.

Le chantier EPR 2 de Penly est un plus

D'autres cases commerciales recherchent un locataire. - Photo FW/Paris Normandie

Le promoteur ne parie pas spécialement sur la construction des

EPR 2 de la centrale nucléaire de Penly. *« C'est un plus. Nous avons réalisé notre étude de marchés sans prendre en considération ce grand chantier qui va, il est vrai, amener du monde sur la zone. Les répercussions seront naturellement favorables. D'autre part, nous avons connaissance de l'association des entrepreneurs de la zone Eurochannel et de toutes les actions qu'elle propose. Personnellement, je suis favorable à l'adhésion. Cependant ce seront les gérants des différentes enseignes qui décideront. »*

Lire aussi

En Seine-Maritime, ce collège dispose désormais d'une salle de «gestion du stress et des émotions»

Près de Dieppe, Marine Lançon se reconvertit et ouvre une fromagerie-épicerie fine

Des nids de frelons aux casernes malgaches : le double engagement d'Alexis Leclerc près de Dieppe

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Dieppe (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe

Nouvelle zone commerciale à l'entrée de Dieppe : « Il reste des cases disponible »

Le Christ du calvaire de la jetée ouest du port de Dieppe va ressusciter d'ici un mois

Video

Prix du gasoil : cette entreprise de Seine-Maritime mise sur les poids lourds électriques

En Seine-Maritime, ce collège dispose désormais d'une salle de «gestion du stress et des émotions»

Près de Dieppe, Marine Lançon se reconvertit et ouvre une fromagerie-épicerie fine

Des nids de frelons aux casernes malgaches : le double engagement d'Alexis Leclerc près de Dieppe

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Liquidation de la compagnie maritime havraise Towt : deux offres de reprise déposées

Paris Normandie

3–4 minutes

Placé en liquidation judiciaire le 3 avril 2026 par le tribunal de commerce du Havre, l'armement devrait être rapidement fixé sur son avenir.

Par la rédaction

Publié: 20 Avril 2026 à 11h25 Temps de lecture: 1 min
Qui reprendra la barre de Towt, la compagnie maritime havraise spécialisée dans le transport à voile ? Selon nos confrères du site Mer et Marine, deux offres de reprise de l'armement ont été déposées. Une première émanerait du Crédit Mutuel, via son fonds Révolution environnementale et solidaire (RES) qui finance déjà les bateaux de la compagnie ; elle dispose à ce jour de deux navires et six sont en projet. Une autre offre serait issue d'un fonds financier américain spécialisé dans la reprise d'entreprises en difficulté, Sandton Capital Partners.

Towt, qui emploie quarante-huit salariés, a été placée en liquidation judiciaire le 3 avril 2026 par le tribunal de commerce du Havre, avec poursuite d'activité pendant un mois. Les offres devaient être déposées à la date du 14 avril. Le tribunal devrait rendre sa décision d'ici la fin de cette semaine.

Lire aussi

Bus, voitures, vélos… À Goderville, les usagers vont enfin pouvoir emprunter le nouveau pôle multimodal

Nouvelle bibliothèque, propriétaires sous le choc, moto-écoles inquiètes… le point actu à 20 h

« Dérangeant » et « absurde » : le regard des « No kids » normands sur le réarmement démographique

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

Bus, voitures, vélos… À Goderville, les usagers vont enfin pouvoir emprunter le nouveau pôle multimodal

Nouvelle bibliothèque, propriétaires sous le choc, moto-écoles inquiètes… le point actu à 20 h

Montivilliers organise un forum de la santé à destination des jeunes début mai

Video

Voici les dates de la prochaine campagne de stérilisation des œufs de goélands au Havre

Video

Le Havre. À quoi ressemble la bibliothèque Raymond-Queneau dans la galerie commerciale d'Auchan ?

Dans la cathédrale du Havre, un touriste argentin victime d'un arrêt cardiaque

Voir plus d'articles

Juste pour vous

Annonces légales

Consulter les annonces Publier une annonce

paris-normandie.fr

Fermeture définitive de la piste moto près du Havre : les moto-écoles inquiètes

Maxence Béranger

4–5 minutes

Plusieurs mois après l'annonce de la fermeture à la fin de l'année 2026 de la piste moto à Gonfreville-l'Orcher, les moto-écoles qui voient leur activité menacée sont inquiètes.

La piste qui permet le passage du permis moto va fermer en décembre 2026. - BORIS MASLARD/ Paris-Normandie

Par Maxence Béranger

Publié: 20 Avril 2026 à 12h09 Temps de lecture: 1 min

D'ici la fin de l'année 2026, les moto-écoles du Havre et de son agglomération vont devoir se passer de la piste moto de Gonfreville-l'Orcher. La raison : sa situation en zone à risque technologique. La sous-préfète du Havre avait prévu de la fermer en décembre 2025, avant d'accorder une année d'ouverture supplémentaire.

Consultez l'actualité en vidéo

Cette annonce pose un réel problème aux moto-écoles qui essayent de trouver une solution avec la sous-préfecture pour disposer d'une autre piste moto. Si le champ de foire au Havre reste accessible pour la pratique du deux-roues, Gwenaëlle Pignata, monitrice et vice-présidente de l'association Mobilians 76, rappelle qu'il « *n'est pas un centre d'examen* », et que sa disponibilité se

limite aux jours de semaine. « *Les gens ont un travail et peuvent majoritairement venir le week-end* », souligne-t-elle.

Les moto-écoles dans l'incertitude

Gwenaëlle Pignata ne cache pas son inquiétude pour les établissements concernés. « *Les moto-écoles sont condamnées à ne plus proposer cette formation, et des enseignants moto se retrouveront au chômage.* » Les auto-écoles du groupe LHER sont directement touchées. « *En 2025, nous avons comptabilisé 530 examens dans l'ensemble de nos agences. Si aucune solution n'est trouvée, nos deux moniteurs moto à temps plein pourraient perdre leur emploi* », confie l'un d'eux.

Une recherche de solution avec les pouvoirs publics

La sous-préfecture du Havre, dans un communiqué, assure suivre le dossier de près : « L'État étudie actuellement un projet de nouveau site d'examen », affirment les services de l'État. « L'État et les collectivités ont par ailleurs proposé leur accompagnement aux professionnels dans leur recherche d'un nouveau site d'entraînement. La concertation avec les auto-écoles est régulière, notamment dans le cadre des réunions organisées par la DDTM. » Les établissements et les pouvoirs publics devront trouver une solution avant la fin de l'année 2026. Au-delà, les examens et l'apprentissage ne pourront plus y être organisés.

Lire aussi

Bus, voitures, vélos… À Goderville, les usagers vont enfin pouvoir emprunter le nouveau pôle multimodal

Nouvelle bibliothèque, propriétaires sous le choc, moto-écoles inquiètes… le point actu à 20 h

Montivilliers organise un forum de la santé à destination des jeunes début mai

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Le Havre (Seine-Maritime) Gonfreville-l'Orcher (Seine-Maritime)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

Bus, voitures, vélos… À Goderville, les usagers vont enfin pouvoir emprunter le nouveau pôle multimodal

Nouvelle bibliothèque, propriétaires sous le choc, moto-écoles inquiètes… le point actu à 20 h

Video

Voici les dates de la prochaine campagne de stérilisation des œufs de goélands au Havre

Video

Le Havre. À quoi ressemble la bibliothèque Raymond-Queneau dans la galerie commerciale d'Auchan ?

Dans la cathédrale du Havre, un touriste argentin victime d'un arrêt

cardiaque

« Dérangeant » et « absurde » : le regard des « No kids » normands sur le réarmement démographique

Voir plus d'articles

Juste pour vous

france3-regions.franceinfo.fr

"C'est un vrai atout touristique pour la région" : au large de Fécamp, le parc éolien est devenu un lieu de vi

Medhi Weber

6–8 minutes

En activité depuis 2 ans, le parc éolien offshore de Fécamp peut aussi se visiter lors d'une excursion en bateau de 2 heures. Une manière de découvrir la Normandie autrement, tout en cassant les idées reçues sur ce mode de production d'énergétique 100% renouvelable et performant.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

Qui aurait cru il y a quelques années que ces géants de métal installés en pleine mer allaient susciter autant de curiosité de la part des visiteurs ?

Pendant toute la durée du chantier entamé en 2020, les réticences de la population étaient en effet nombreuses. Pollution visuelle pour les habitants, perturbation aquatique pour les pêcheurs, ces 71 éoliennes étaient loin d'avoir conquis le cœur des Seinomarins.

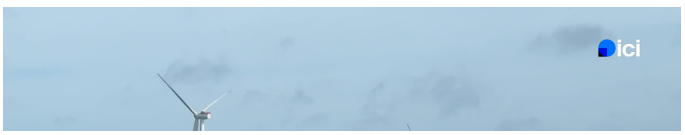
Le projet a pourtant bien fini par voir le jour, et les pales se sont mises à tourner en 2024. Depuis, ce parc de 60 km² est davantage devenu l'objet de curiosité que de critiques.

Dès la mise en service, le gestionnaire du site (dont fait partie l'entreprise EDF) a commencé à organiser des excursions en mer au milieu de ces gigantesques constructions. Pour le plus grand plaisir du public.

"*Je suis très contente d'avoir pu être là aujourd'hui*, explique cette grand-mère venue avec ses petits enfants sur la toute première visite de la saison organisée ce jeudi 16 avril, *j'avais voulu la faire l'année dernière mais il n'y avait plus de place !*"

Notre équipe de journalistes Noé Guibert et Camille Perriaud ont pu assister à cette visite. Regardez leur reportage :

durée de la vidéo : 00h01mn34s



Un reportage réalisé par France 3 Normandie le 16 avril 2026. • ©Noé Guibert, Camille Perriaud

Après 2 heures d'une excursion commentée en bateau, elle s'enthousiasme d'avoir pu y participer : "*C'est une visite très intéressante, complète et même amusante ! On a l'impression de faire une petite promenade en mer. C'est un vrai atout touristique pour la région !*"

Un touriste étranger a d'ailleurs choisi d'ajouter cette visite à son programme de vacances. "*Les voir de près, c'est impressionnant. Cela donne une idée de la dimension de ce gigantesque parc*", souligne-t-il.

Les visiteurs doivent souvent lever le nez au ciel pour observer les éoliennes. • © Camille Perriaud

Et ils ne sont pas les seuls à avoir eu envie de découvrir l'immensité de ces structures métalliques de près de 200 mètres de haut. Depuis 2024, plus de 8 000 personnes ont participé à ces visites.

"*C'est une nouvelle façon de découvrir notre destination*", sourit Christophe Cusseau, directeur de l'office de tourisme de Fécamp.

> On n'a pas connu de baisse de la fréquentation touristique depuis l'installation du parc éolien. Au contraire c'est en progression constante sur toute la Côte d'Albâtre.
>
> *Christophe Cusseau, directeur de l'office de tourisme de Fécamp*

Une simple balade en mer ? Pas vraiment. Cette excursion est aussi l'occasion de faire changer le regard sur les parcs éoliens offshore.

"*Pourquoi ces éoliennes sont-elles de couleur grise*, interroge rhétoriquement le guide de la visite. *Et bien cette teinte de gris a été choisie par rapport à la couleur du ciel fécampois. Si vous allez dans le sud de la France, peut-être que ces éoliennes seront un peu plus bleutées. La couleur est choisie à chaque fois pour limiter l'impact paysager à l'horizon*."

Et c'est là tout l'intérêt de la visite : démystifier ces géants de métal auprès du grand public. S'en approcher physiquement, comme pour créer une plus grande proximité avec la population.

"*Cela permet de mettre une image sur des chiffres qu'on a du mal à se représenter*" relève une jeune femme sur le bateau.

Des chiffres qui plaident bien souvent en faveur de cette énergie 100% renouvelable. Car ce parc éolien produit 500 mégawatts d'électricité, soit la consommation de 60% des foyers de Seine-Maritime.

A la force du vent, l'énergie éolienne n'est pas seulement une énergie propre, c'est aussi une technologie performante. • © Camille Perriaud

"*Cela permet de casser les idées reçues,* explique Raphaële Paris, cheffe de projet de l'action territoriale du parc éolien. *Aujourd'hui, l'éolien en mer participe grandement aux objectifs d'électricité bas carbone fixés par l'Etat français. Et on voit par ailleurs qu'il y a un réel intérêt pour le tourisme industriel sur ce type d'infrastructures*."

Il faut dire que l'éolien a le vent en poupe. Au large de Fécamp, l'Etat vient de valider, début avril 2026, la construction d'un nouveau parc éolien qui permettra de multiplier par 8 la production d'électricité, avec 8 gigawatts de capacité.

Les parcs éoliens en mer de Dieppe-Le Tréport (actuellement en construction) et celui de Fécamp seront-ils bientôt inscrits dans les guides touristiques comme visites incontournables au même titre que les falaises d'Etretat ou le port d'Honfleur ?

Et pourquoi pas ? Si l'aspect sensationnel de l'excursion permet, de surcroît, de sensibiliser le grand public à cette technologie.

Si l'expérience vous intéresse, rendez-vous sur la page internet de l'office du tourisme de Fécamp pour réserver vos places. La saison des visites se terminera fin octobre. Attention certaines dates sont déjà complètes !

paris-normandie.fr

« 15 % de fréquentation en plus en Normandie » : le prix du carburant ne plombe pas le tourisme

Véronique Baud

6–7 minutes

Selon les chiffres de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie, la saison touristique démarre bien en Normandie. Avec tout de même des restrictions sur les dépenses.

Le début de saison touristique printanier avec une météo clémente est soumis aux aléas de la crise énergétique. - photo d'illustration Paris Normandie

Par Véronique Baud

Publié: 21 Avril 2026 à 06h03 Temps de lecture: 1 min
Comme les fortes chaleurs, la crise énergétique vient rebattre les cartes de la fréquentation touristique en Normandie. « *On est à 15 % de plus qu'à la même période l'an dernier* », estime Julien Marchal Guéret, président de l'Umih 76 (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie).

Consultez l'actualité en vidéo

« *Sur un large échantillon de 400 établissements, on voit que Provence-Alpes-Côte d'Azur est en recul, que la Bretagne se maintient, et que la Normandie est plébiscitée* », souligne encore le patron de l'Hôtel de Dieppe à Rouen. Mais ce chiffre cache des situations contrastées.

Sans le petit déjeuner

La conjoncture de hausse du prix du carburant fait « *qu'il y a*

beaucoup de réservations de dernière minute d'une clientèle de proximité, qui pouvait auparavant partir plus loin. Des Parisiens, des Hollandais, des Belges. » Autre caractéristique de la période, « *il y a un peu moins de monde sur la côte, et un peu plus dans les terres, où les prix sont moins élevés* », ajoute Julien Marchal Guéret.

Un peu moins de monde sur la côte, et un peu plus à l'intérieur des terres, en ce début de saison touristique. - photo DR

Car ça tire du côté du porte-monnaie. « *On voit que ce n'est pas la folie sur la restauration. On a une attente de la clientèle qui ne teste plus, mais en veut pour son argent* », analyse le professionnel. Dans ce bel hôtel du front de mer dieppois, la tendance se confirme. « *On sent que les gens freinent. On dépense beaucoup moins. Le petit déjeuner est remplacé par un croissant à la boulangerie.* »

Il plane somme toute une forme d'incertitude liée au contexte général, avec des annulations « déjà constatées pour des groupes cet été », note Julien Marchal Guéret.

Quel horizon pour l'été ?

Dans le centre-ville de Rouen, l'hôtel Novotel Cathédrale a bénéficié « *d'une très bonne activité le week-end de Pâques et la première semaine des vacances. Le début de saison fonctionne bien* », décrit Lionel Claudic, son directeur général.

Il plane somme toute une forme d'incertitude liée au contexte général, avec des annulations « *déjà constatées pour des groupes cet été* », note Julien Marchal Guéret. « *On n'aura pas cette forte visibilité avec un événement phare comme le Tour de France l'an passé* », ajoute-t-il.

Etretat reste un lieu de (très) haute fréquentation touristique. - photo d'archives Paris Normandie

« Il suffit de regarder la route »

Dans les campings normands, on fait le dos rond. « *Il suffit de regarder la route, pour voir que ça circule moins. Il y a moins de camping-cars pour les raisons que l'on sait* », constate Sylvain Lequeux au camping Les Pommiers de Saint-Leonard, entre Fécamp et Étretat. Si son hébergement insolite dans ses deux tipis en bois fonctionne bien, il doit compter aussi sur les réservations de dernière minute sur sa petite centaine d'emplacements.

« *La conjoncture fait que ça n'a pas décollé depuis mars, mais là ça commence à reprendre pour cet été* », poursuit-il. « *On est très prisé depuis trois ou quatre ans des touristes étrangers, les Allemands, les Hollandais et les Belges avec l'arrivée des canicules. Les nuitées ont beaucoup augmenté* », rappelle-t-il, comptant que cette tendance se maintienne.

Au camping Risle et Seine, à Pont-Audemer, « *on est très content de notre démarrage avec une clientèle belge, allemande, hollandaise, suisse* ». Elle ne renonce apparemment pas aux vacances, mais choisit un mode d'hébergement moins cher et à sa portée.

Lire aussi

Cette collectionneuse de Rouen écrit à Kate Middleton et reçoit une réponse de la famille royale britannique

Il escroquait des personnes vulnérables pour s'enrichir : un ex-mandataire judiciaire condamné

« Dérangeant » et « absurde » : le regard des « No kids » normands sur le réarmement démographique

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Normandie Seine-Maritime Eure

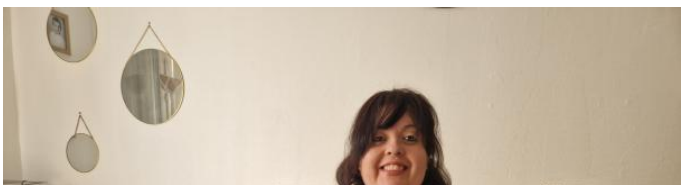
Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

« Ils adorent ! » Près de Rouen, les enfants de ce village profitent à fond du passage de la piscine mobile



[Cette collectionneuse de Rouen écrit à Kate Middleton et reçoit une réponse de la famille royale britannique]

[Il escroquait des personnes vulnérables pour s'enrichir : un ex-mandataire judiciaire condamné]

[SNCF. Un défaut d'alimentation perturbe la circulation entre Rouen et Amiens : des trains supprimés]

[« 15 % de fréquentation en plus en Normandie » : le prix du carburant ne plombe pas le tourisme]

À Bois-Guillaume, un incendie se déclare sur le toit végétalisé de la crèche : les enfants évacués

Voir plus d'articles

Juste pour vous

france3-regions.franceinfo.fr

"Les gens ont peur qu'on ferme" : l'antenne des Restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray cherche à tout prix un no

Léna Thobie-Gorce

4–5 minutes

Les Restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime) ont appris que leur bail ne serait pas renouvelé à partir de novembre 2027. Une nouvelle qui génère de nombreuses craintes chez les bénévoles, mais aussi pour les 600 personnes bénéficiaires.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

Dans quelques mois, les Restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray en Seine-Maritime devront déménager. Leur local va être racheté par l'enseigne Aldi. Le supermarché voisin souhaite s'agrandir en absorbant le lieu d'accueil.

Même si le bail ne prend fin qu'en novembre 2027, les bénévoles des Restos du cœur s'inquiètent de devoir trouver un autre local. L'actuel, implanté en centre-ville, est idéalement situé pour les personnes bénéficiaires.

"*Les gens n'ont pas forcément besoin de prendre leur voiture, c'est accessible et puis la moitié de nos familles bénéficiaires sont de Neufchâtel-en-Bray*", confie Sylvette Vieuxbled, responsable des Restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray.

Le reportage d'Elsa Gavinet et Bruno Belamri :

durée de la vidéo : 00h01mn36s

L’antenne des Restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray a quelques mois pour trouver de nouveaux locaux. • ©E. Gavinet / B. Belamri

Actuellement, l'antenne des Restos du cœur est installée depuis 2015 dans ce hangar réaménagé. Celui-ci fait 302 mètres carrés et pourtant chaque centimètre est utilisé. La structure a besoin d'espace à la fois pour accueillir les bénéficiaires mais aussi pour stocker les dons.

Au total, près de 600 personnes s'alimentent aux Restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray chaque semaine. Depuis un an, la demande explose. "*On a eu une augmentation de 10 à 15% de bénéficiaires et surtout là où on a énormément d’augmentations, c’est dans les familles monoparentales et les personnes seules*", détaille Jean-Jacques Duvivier, bénévole depuis 31 ans.

> Si on retrouve un local trop loin, les gens ne pourront plus venir. Ils ont peur qu'on ferme.
>
> *Sylvette Vieuxbled, responsable des Restos du cœur de Neufchâtel-en-Bray*

La demande grandissante rend d'autant plus difficile la recherche d'un nouveau lieu. "*La décision s'est vraiment précipitée, ALDI a une opportunité de s'agrandir, c'est à notre détriment, c'est comme ça. Mais c'est vrai qu'on doit absolument trouver un autre lieu à Neufchâtel de la même grandeur. Et puis un lieu sécurisé où on peut mettre notre chambre froide et nos deux camions*", explique Sylvette Vieuxbled.

"*On a aussi la contrainte du coût du loyer, car aujourd’hui on paye que 700 euros, et on ne peut pas faire beaucoup mieux. On vit seulement grâce aux dons. L'idéal serait d'avoir un logement gratuit*", poursuit-elle.

Malgré les nombreux critères pour leur nouveau local, les bénévoles veulent rester optimistes. "*On a trois pistes pour l'instant. La mairie de Neufchâtel nous aide, la Comcom et Aldi aussi nous cherchent un local donc il y a des pistes*", se réjouit-elle.

Trouver un lieu sécurisé est aussi essentiel pour l'antenne de Neufchâtel-en-Bray. En effet, à l'automne 2024, ils se sont fait voler un de leur camion frigorifique. Coût de ce dernier : 50 000 euros.

actu.fr

Dans l'Eure et en Seine-Maritime : une reconnaissance nationale pour les Ehpad de ce centre hospitalier

Emilien Jacques

3–4 minutes

Selon une étude de la Haute autorité de santé (HAS), les Ehpad du CHI Elbeuf - Louviers - Val-de-Reuil ont une qualité d'accompagnement parmi les meilleures en France. Détails.

Sur le même thème

- CHI Elbeuf-Louviers
- Ehpad
- Santé

Article réservé aux abonnés

Les cinq Ehpad du CHI Elbeuf – Louviers – Val-de-Reuil ont été évalués Démarche qualité structurée par la Haute autorité de santé. ©Archive/Le Journal d'Elbeuf

Par Emilien Jacques Publié le 20 avr. 2026 à 17h47

Voilà une belle reconnaissance pour les équipes des **Ehpad** du CHI Elbeuf-Louviers-Val-de-Reuil (Seine-Maritime). Les cinq structures de l'établissement viennent d'être évaluées **Démarche qualité structurée** par la Haute autorité de santé (HAS), à la suite d'une étude qui les a classées parmi les **mieux notées** du pays.

Une belle reconnaissance pour les Ehpad elbeuviens

Réalisée tous les cinq ans, cette grande évaluation des Ehpad français se base sur trois axes majeurs que sont **l'expérience** des résidents, les **pratiques** professionnelles et **l'organisation** des établissements.

En fin d'année 2025, la HAS a mené son étude dans les structures du CHI et les résultats ont été probants. Le Bois Rond à Cléon (note

de 3,6 sur 4), La Source à Elbeuf (note de 3,34), les Collines de la Seine à Saint-Aubin-lès-Elbeuf (note de 3,55), ainsi que Les 4 saisons et Les Rives Saint Taurin à Louviers (3,32) ont reçu **l'évaluation globale B**, correspondant à la mention « Démarche qualité structurée ».

Le travail se poursuit

Au-delà d'une récompense pour le travail effectué dans ses établissements, le CHI voit dans cette étude un encouragement pour **poursuivre ses efforts** en matière d'accompagnement aux personnes âgées.

« Un **plan d'actions** est d'ores et déjà engagé, notamment sur les critères identifiés comme prioritaires », annonce le CHI. Sur la prise en charge des personnes très **vulnérables** par exemple, avec la mise en place d'ateliers et de groupes de travail pour les professionnels de l'Ehpad d'Elbeuf.

Les deux établissements de Louviers devraient aussi bénéficier d'un **projet architectural** permettant d'augmenter le nombre de chambres, et de renforcer la coopération entre les équipes.

Enfin, sur l'ensemble de ces Ehpad, des exercices visant à former les professionnels sur les différents risques et les réflexes à acquérir face aux **situations de crises** seront mis en place.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

france3-regions.franceinfo.fr

Le contournement Est de Rouen pourrait ne jamais voir le jour : le Conseil d'orientation des infrastructures v

Yves Asernal

3–4 minutes

Un avis du Conseil d'orientation des infrastructures, une instance consultative placée auprès du ministère des Transports, remet sérieusement en cause le projet des 41 kilomètres d'autoroute à l'Est de Rouen. Doutes sur la concession, contradictions avec les alternatives ferroviaires, opposition de la ville et de la métropole... et une déclaration d'utilité publique qui expire en 2027. Détails.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

C'est un projet vieux de 50 ans qui pourrait mourir de sa belle mort. Le contournement Est de Rouen, 41 kilomètres de voie autoroutière, reliant l'A28 à l'A13, traverse une énième zone de turbulence.

Un avis rendu par le Conseil d'Orientation des infrastructures, pas encore officiellement soumis au ministre des Transports, pointe les doutes sur la pertinence d'une concession privée et ses contradictions avec les politiques de mobilité alternatives, notamment le projet de service express métropolitain du train.

La ville de Rouen et la métropole s'opposent au contournement. L'avis du Conseil les conforte. Et du côté des écologistes, on ne cache pas sa satisfaction. "*Les infrastructures routières vont émettre des polluants atmosphériques, des gaz à effet de serre*", rappelle Guillaume Grima, responsable de l'association Effet de serre toi-même, depuis longtemps opposé au projet.

Le bénévole pointe aussi le risque pour les captages d'eau potables situés sur les plateaux traversés par le tracé. "*Il faut développer le train, les autres modes de déplacement. Nos concitoyens ont des problématiques de mobilité réelles. C'est simplement la question de la solution qui n'est pas bonne.*"

Pendant des années, le projet a pourtant compté des défenseurs influents. Hervé Morin, président (Les Centristes) de la Région Normandie, se félicitait en décembre 2021 du feu vert donné par le premier ministre Jean Castex.

> Quand vous prenez le boulevard de la zone industrielle avec ses centaines de poids lourds, les uns derrière les autres, avec des plaques minéralogiques venant de toute l'Europe, est-ce que tout ça doit passer par le centre de Rouen ?
>
> *Hervé Morin, président (Les Centristes) de la Région Normandie*
>
> en décembre 2021

Reportage de Sylvie Callier et Patrice Cornily :

durée de la vidéo : 00h01mn14s

Le projet de contournement Est sur Rouen a du plomb dans l'aile. • ©F3 Normandie

Aujourd'hui, le temps joue contre le projet. La déclaration d'utilité publique a été signée en 2017. Elle est valable jusqu'en 2027. Sans décision d'ici là, le contournement tombe juridiquement et rien pour l'instant ne semble présager qu'une décision est imminente.

paris-normandie.fr

La Normandie au cœur d'un réseau de transport du CO2 industriel

Philippe Dufresne

5–7 minutes

NORMANDIE TERRE D'ENERGIES

Enjeu phare de la transition énergétique, la gestion du CO_2 industriel nécessite un véritable plan de bataille. Meneur dans ce domaine, NaTran mise notamment sur la Normandie. Explications.

À tous les niveaux, les acteurs de la filière du CO2 sont concernés (Illustration). - Paris Normandie

Par Philippe Dufresne

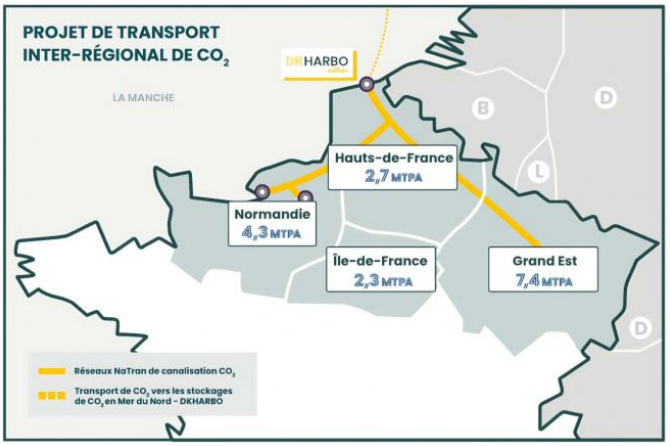
Publié: 20 Avril 2026 à 16h44 Temps de lecture: 1 min

L'un des enjeux forts de la transition énergétique est la capture et le transport de carbone (ou CO_2). Sur son site internet, NaTran décrypte ce concept, aussi connu sous le nom de CCUS (Carbon Capture Utilization and Storage) : *« Cette technique consiste à capter le CO_2 émis pour, soit le séquestrer dans d'anciens gisements d'hydrocarbures ou dans des couches géologiques profondes, soit le réutiliser pour de nouveaux usages industriels et énergétiques. C'est une solution de décarbonation pour les secteurs industriels fortement émetteurs de CO_2 et ne disposant pas d'alternatives énergétiques décarbonées durables. »*

Consultez l'actualité en vidéo

Contrainte qui n'est pas insignifiante, le captage implique un réseau de transport performant pour acheminer les très grandes quantités de CO_2 de son lieu de captage à son lieu de valorisation ou de stockage. C'est justement sur ce point qu'intervient NaTran (nouveau nom de GRTgaz) en proposant des solutions adaptées.

NaTran a lancé dernièrement un Appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour le projet interrégional de transport de CO_2 dans les Hauts-de-France, le Grand Est, la Normandie et l'Île-de-France. Le nombre important de réponses (plus de 200) témoigne du vif intérêt des acteurs du secteur. Ces acteurs potentiels de la filière sont notamment 90 industriels (sites industriels, gestionnaires de déchets, exploitants de chaufferies biomasse ou d'incinérateurs…) et plus de 100 sites de méthanisation.



Le projet de dorsale de 1 000 kilomètres tel qu'envisagé par NaTran. - NaTran / Paris Normandie

Les résultats confirment le besoin d'un projet d'infrastructure à grande échelle

Cette initiative a permis aussi de quantifier les volumes concernés : 16,7 millions de tonnes de CO_2, soit 27 % des émissions de l'industrie manufacturière française. NaTran va plus loin : *« Les résultats confirment le besoin d'un projet d'infrastructure à grande échelle au sein des régions Hauts-de-France, Grand Est, Normandie et Île-de-France. »* Les volumes les plus conséquents ont été recensés en Normandie et dans le Grand Est.

L'important marché du transport de CO_2

La région Normandie attire l'attention également par l'existence d'un marché de transport de CO_2 important. En effet, NaTran a recensé 42 réponses d'acteurs couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur du CO_2, à savoir 17 industriels (sites industriels, gestionnaires de déchets, exploitants de chaufferies biomasse ou d'incinérateurs…), 20 sites de méthanisation qui souhaitent valoriser leur CO_2 biogénique et des projets d'exutoires du CO_2 (un terminal d'export situé en Zone Industrialo-portuaire du Havre) et 4 projets de valorisation du CO_2 biogénique.

Une dorsale de 1 000 kilomètres

Secteur producteur de CO_2 industriel, la Normandie a besoin d'injecter dans le réseau 4, 3 millions de tonnes de CO_2 par an.

NaTran va donc lancer une étude de faisabilité ; l'idée principale étant de créer une dorsale de transport d'environ 1 000 kilomètres, sur les quatre régions concernées, et connectant les projets de captage et d'utilisation.

Lire aussi

Cette collectionneuse de Rouen écrit à Kate Middleton et reçoit une réponse de la famille royale britannique

Il escroquait des personnes vulnérables pour s'enrichir : un ex-mandataire judiciaire condamné

« 15 % de fréquentation en plus en Normandie » : le prix du carburant ne plombe pas le tourisme

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Normandie

Contenus sponsorisés

Annonces légales

Consulter les annonces Publier une annonce

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

« Ils adorent ! » Près de Rouen, les enfants de ce village profitent à fond du passage de la piscine mobile

Cette collectionneuse de Rouen écrit à Kate Middleton et reçoit une réponse de la famille royale britannique

Il escroquait des personnes vulnérables pour s'enrichir : un ex-mandataire judiciaire condamné

SNCF. Un défaut d'alimentation perturbe la circulation entre Rouen et Amiens : des trains supprimés

« 15 % de fréquentation en plus en Normandie » : le prix du carburant ne plombe pas le tourisme

À Bois-Guillaume, un incendie se déclare sur le toit végétalisé de la crèche : les enfants évacués

Voir plus d'articles

Juste pour vous

actu.fr

Vidéo. Un nouveau parc éolien en mer va voir le jour au large de Fécamp, la production sera multipliée par 8

Matéo Lhernault

2–3 minutes

L'Etat a publié début avril un appel d'offres pour développer sa production électrique issue de l'éolien en mer, comprenant un nouveau projet massif à Fécamp.

Par Matéo Lhernault Publié le 20 avr. 2026 à 18h00

Avec ses **71 turbines**, le parc éolien en mer de Fécamp est à l'heure actuelle le deuxième parc du type en France, comptant près de **500 mégawatts** (MW) de puissance (497 MW exactement). Début avril, l'Etat a officialisé le lancement de l'appel d'offres pour un nouveau projet de parc éolien en mer au large de Fécamp.

Fécamp Grand Large

Cet appel d'offres intervient dans le cadre du développement de la production d'électricité issue de l'éolien en mer, avec un objectif à horizon **2050 de 45 giwatts** (GW), inscrit dans la loi par la stratégie nationale bas-carbone et dans un premier temps, un objectif de **15 GW pour 2035**, fixé quant à lui par la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) de 2026. Si aucune date de livraison du parc n'est actuellement connue, on sait au moins que les nouvelles éoliennes devront être installées avant cette dernière échéance.

Baptisé « Fécamp Grand Large », le projet ne concerne en réalité pas un mais trois parcs, d'une puissance de 1 350 MW chacun, soit un total de 4 050 MW, ou encore 4 GW, apprend-on sur le site du gouvernement éoliennesenmer.fr. La zone identifiée par l'Etat pour ce nouveau parc se situe à **30 kilomètres** des côtes et couvre une surface de **493 km^2**. Par comparaison, le parc éolien en mer existant couvre un espace de 60 km^2.

Plus grand, plus loin, le nouveau parc sera également plus puissant, **multipliant par 8** la puissance électrique produite au large de Fécamp.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

ici.fr

Destruction d'espèces protégées côte Sainte-Catherine à Rouen : d'anciens élus écologistes interpellent la Métropole

Emmanuel Grabey

7-9 minutes

Publié le lundi 20 avril 2026 à 18:08

Alors que la métropole de Rouen a obtenu une dérogation pour détruire des espèces protégées dans le cadre des travaux de valorisation de la côte Sainte-Catherine, plusieurs anciens élus écologistes l'interpellent dans une tribune qu'ICI Normandie vous dévoile lundi 20 avril.

Ils dénoncent le projet de réaménagement de la côte Sainte-Catherine à Rouen. Plusieurs personnalités, engagées pour certaines depuis plus de 30 ans pour l'écologie à Rouen, des **anciens conseillers municipaux et adjoints à la mairie**, et une **ancienne vice-présidente** de la métropole publient ce lundi 20 avril 2026 une tribune, intitulée "Protégeons la nature et la démocratie", que vous révèle ICI Normandie. Ils s'insurgent contre la **destruction prévue de plusieurs espèces protégées** à l'occasion des travaux, destruction autorisée par la préfecture de la Seine-Maritime qui a validé le 11 mars dernier une demande de dérogation déposée par la métropole de Rouen, porteuse du projet.

Maintenant que les municipales sont passées, ils **interpellent les élus** en leur demandant de rouvrir de toute urgence le dialogue sur ce projet. *"Il y a des aspects de ce projet qui sont du type 'J'envoie la pelleteuse, je fais le projet, si je casse l'habitat des chauves-souris, des grenouilles, c'est pas grave parce que je vais mettre des nichoirs à côté'"*, déplore Guillaume Grima, l'un des signataires de la tribune. *"Ce n'est pas une approche douce et respectueuse de la nature. Il faut faire ces travaux de façon humaine, de façon lente, de façon réfléchie, pour avoir le moins d'impact possible sur les espèces. Et puis surtout, il faut éliminer les éléments de décoration ou d'amusement sur l'espace naturel, comme les fenêtres visuelles. Il y a deux panoramas magnifiques, on n'a pas besoin de ces fenêtres visuelles. Clairement, ce n'est pas un besoin, donc autant ne pas faire ces projets qui impactent la nature."*

Contactée par ICI Normandie, **la métropole de Rouen n'a pas donné suite** à nos sollicitations.

Le texte de la tribune

"Nous, anciens élus et personnalités, engagées dans la protection de l'environnement, avons appris avec stupeur que la Métropole Rouen Normandie et la Ville de Rouen souhaitaient détruire des

espèces protégées, chiroptères, orvets, grenouilles et écureuils pour valoriser la nature et favoriser la biodiversité. Nous sommes pourtant favorables à la « Valorisation de la Côte Sainte Catherine » mais nous souhaitons un traitement respectueux du vivant existant et une gestion douce pour la nature.

Nous souhaitons par cette tribune, alerter les élus sur ce projet qui va détruire des espèces protégées puisque la Préfecture, via un arrêté du 11 mars, a donné son accord à la demande de dérogation portée par la Métropole, malgré l'avis des citoyen(ne)s qui ont participé à la consultation du mois de janvier 2026 avec un peu moins de 200 dépôts dont 83,3% d'avis défavorables à cette destruction et seulement 4,7% d'avis favorables.

Nous en sommes d'autant plus surpris que la majorité politique en place sur le mandat 2020-2026 avait tout de même posé des jalons de politiques publiques favorables à la transition écologique et au maintien de la biodiversité. Par exemple, sur les chauves-souris, la Métropole finance par convention des associations de protection de cette espèce protégée et viendrait détruire cette espèce sur cet espace naturel...

La Côte Sainte-Catherine est un des rares espaces naturels de la commune de Rouen et de Bonsecours, un lieu remarquable, tant dans sa dimension affective pour les habitants, que dans la dimension patrimoniale. Il serait dramatique en terme de gestion mais aussi de symbole de détruire la nature pour mieux la protéger !

Et ce d'autant, que d'après nos analyses basées sur des informations parcellaires, car après deux ans de concertation lors desquelles nous n'avions jamais entendu parler de ces destructions d'espèces protégées, et un dossier assez peu précis, seules les fenêtres visuelles, la route qui doit être crée à l'intérieur du massif forestier et le parking pour deux places de stationnement PMR en sont les causes principales et n'ont aucun intérêt public.

Nous demandons donc aux élus issus des élections municipales de 2026, d'abandonner toute velléité de destruction des espèces protégées dans le cadre du projet intéressant de « Valorisation de la Côte Sainte-Catherine ». Nous demandons que ce projet soit orienté vers la préservation de la biodiversité et une pédagogie de la découverte des espaces naturels dans le cadre d'une démocratie locale véritablement participative qui inclut les citoyens et les associations dans le comité de pilotage pour revoir les points qui font débat.

Nous espérons être entendus, tout comme les 83,3% des habitants qui on pris le temps d'aller exprimer des avis défavorables et comme la commissaire enquêtrice le disait : «Le projet d'aménagement de la côte Sainte-Catherine est encore susceptible d'ajustements en cours de travaux. Il est fondamental d'intégrer activement les riverains, les associations et les élus locaux dans ce processus. Malgré des désaccords potentiels, leur participation est essentielle pour trouver des compromis qui serviront au mieux la préservation de ce patrimoine commun, car ils sont une source majeure de propositions pertinentes.»

Signataires :
Guillaume Grima, Conseiller Municipal écologiste, Président du groupe des élus écologistes à la mairie de Rouen 2001-2008 puis

Adjoint au maire de Rouen 2008 – 2012.
Catherine Dupray, ancienne Conseillère Municipale écologiste à Rouen 1995-2008.
Eric Gravier, élu municipal de 1989 à 1955, ancien Adjoint au maire de Rouen 1995-2008 en charge de la côte Sainte Catherine.
Patrick Dardenne, président de l'association Côte Sainte-Catherine de 1999 à 2011.
Atinault Marie, ancienne Vice Présidente de la Métropole Rouen Normandie."

- Écologie
- Biodiversité
- Protection de l'environnement

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

Passer la section

- Le projet ambitieux imaginé par Thomas Jolly, le directeur artistique des cérémonies des Jeux de Paris 2024, pour le 14 juillet prochain à Rouen est finalement abandonné. L'opposition locale, à droite, s'était dressée contre l'idée, jugée trop couteuse, mais les élus écologistes également.

  Le 20/05/2025 à 18:00

- Les Dragons de Rouen et la Métropole de Rouen ont annoncé hier, lundi 23 juin, leur volonté commune de faire construire la plus grande patinoire de France, à Rouen. Sans surprise, cette annonce divise les élus locaux.

  Le 24/06/2025 à 16:47

- Une réunion était organisée ce mercredi 30 avril 2025 à Rouen autour du ferroviaire en Normandie. Objectif : rappeler l'unité d'élus et d'associations autour des projets, qui avancent lentement, de la Ligne Nouvelle Paris-Normandie ou du RER métropolitain.

  Le 01/05/2025 à 10:46

- L'ancien maire de Petit-Quevilly et président de la métropole de Rouen, l'ancien socialiste Frédéric Sanchez, est de retour sur la scène politique rouennaise, mais dans le camp d'en face. Il apparaît à la sixième place de la liste de la droite et du centre "Réussir Rouen", menée par Marine Caron.

  Le 10/03/2026 à 18:02

Autour de chez vous

Passer la section

leparisien.fr

En Seine-Maritime, 3 500 mètres de haies plantées pour lutter contre l'eau impropre à la consommation

Frédéric Durand

4–5 minutes

À quelques kilomètres de Rouen (Seine-Maritime), les habitants du plateau du Pays de Caux doivent régulièrement se fournir en bouteilles d'eau potable suite aux fortes précipitations et aux inondations qui rendent l'eau du robinet impropre à la consommation. Depuis des années, les experts pointent du doigt l'urbanisation et l'agriculture intensive qui ont, après la Seconde Guerre mondiale, réduit à la portion congrue les haies bocagères pour des immenses plaines.

Sur le plan national, l'État a lancé un pacte en faveur des haies doté de 110 millions d'euros entre 2024 et 2030 dont l'objectif est de recréer 50 000 km de haies en France. À Grémonville (entre Yvetot et Rouen), Eugène Lefevre et sa fille, architecte et paysagiste formée à Versailles (Yvelines), ont lancé le programme le plus important du département de Seine-Maritime.

Les avantages de l'agroforesterie

La ferme de Grémonville est une EARL familiale sur 25 hectares avec 50 % d'herbages et 50 % de cultures (blé, colza, lin et orge). Repris il y a sept ans par le duo père-fille avec la volonté d'en faire « un centre de travail autour de l'environnement ».

« Il y a longtemps que nous voulions replanter des haies. Je suis allé voir dans plusieurs fermes de l'Eure qui m'ont convaincu que l'agroforesterie est un élément nouveau dans l'agriculture, avec beaucoup d'avantages. Il y a des décennies, le bocage cauchois a été arraché. Les gens prétendaient subir les haies. Face au réchauffement climatique et ses conséquences, cela ne pourra amener que des éléments positifs sur la protection de la biodiversité et le retour des oiseaux, des insectes, des reptiles, des mammifères et de la flore. Cela va créer un couloir de protection, de nidification, d'alimentation et d'équilibre pour la biodiversité. Les haies permettront aussi un fort stockage de carbone », détaille l'exploitant.

Il souligne les bienfaits sur la régulation des ruissellements « qui éliminera la turbidité de l'eau, la pollution et l'érosion des sols ». « Nous avons d'ailleurs construit pour cela un talus à l'ancienne, comme au XVIIIe siècle. Nous n'avons pas apporté de la terre, mais l'avons tiré sur 1,2 hectare et 25 centimètres de profondeur dans les règles du CAUE (Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement). Comme la technique des clos masures si réputée en Normandie. Tout cela évitera l'assèchement des sols dû au vent.

Taillés, les végétaux permettront de valoriser comme le bois pour des chaufferies collectives ou en paillage. Cela n'est pas un retour de l'agriculture à l'ancienne comme je peux l'entendre, mais l'avenir ».

« Les haies sont des ouvrières qui travaillent toute l'année pour nous »

D'un coût d'un peu plus de 50 000 euros dont 90 % aidés, Eugène et Camille ont été soutenus par la Chambre de l'agriculture de Seine-Maritime et la Direction départementale des territoires et de la mer afin de décrocher, fin 2024, les subventions nécessaires : « nous sommes partis sur un truc un peu fou : planter près de 3 500 mètres de haies autour des herbages. Cela représente 3 675 arbres de hauts jets, cépées et arbustes. 80 % sont déjà réalisés par la société Environnement Forêts qui produit ses propres essences locales validées par l'administration ».

Eugène Lefevre insiste sur la nécessité de sensibiliser les nouvelles générations et de les former. C'est pourquoi, en mars, 22 étudiants du lycée Naturopôle de Fauville-en-Caux sont venus participer à la plantation de 300 mètres linéaires de haies « afin de leur faire découvrir leurs futurs métiers dans le paysage ». « Ce sont des 1ères années en Bac Pro qui participent à un exercice in situ après la théorie en classe. Planter, ce n'est pas que creuser un trou. Il faut connaître les bonnes et les mauvaises pratiques, mais aussi les effets sur leur environnement », a expliqué Antoine Bénard, formateur aménagement paysage.

tendanceouest.com

Politique. Les drapeaux d'Israël et de la Palestine sur la façade de l'Hôtel de Ville de Rouen ont été retirés

Margaux Fresnais

~2 minutes

La banderole pour la paix, réunissant à la fois le drapeau israélien et le drapeau palestinien, a été retirée lundi 20 avril de la façade de l'Hôtel de ville de Rouen étant donné que la France reconnaît officiellement l'Etat de Palestine, indique la Ville de Rouen. Elle était en place depuis le 9 novembre 2023.

La reconnaissance par la France de l'Etat de Palestine

A la suite des attentats du 7 octobre 2023, l'attaque du Hamas contre Israël, la Ville de Rouen avait décidé d'accrocher une banderole pour la paix, représentant les drapeaux d'Israël et de la Palestine, sur la façade de l'Hôtel de Ville un mois après le massacre. Un symbole de paix vis-à-vis de la situation au Proche-Orient. Une manière aussi pour la Ville de Rouen de *"marquer son attachement à une solution à deux Etats, seule solution pour une paix durable entre les peuples au Proche-Orient"*.

En juin 2025, le conseil municipal a adopté une motion s'engageant à retirer la banderole une fois que la France reconnaîtrait officiellement l'Etat de Palestine. Le 22 septembre dernier, le président de la République, Emmanuel Macron, a fait acte de reconnaissance envers l'Etat de Palestine, lors de l'Assemblée générale de l'ONU. En conséquence, la banderole a été enlevée, conformément à la motion votée par le conseil municipal, indique la Ville de Rouen.

paris-normandie.fr

« Déçus et affligés » : près de Rouen, le camion benne de la commune dérobé durant le week-end

Cécile Frangne

~1 minute

« Nous sommes profondément déçus et affligés par cet acte de vandalisme qui impacte directement la commune », a commenté la commune d'Ymare sur ses réseaux sociaux. Entre la nuit du vendredi 17 avril au lundi 20 avril 2026 au matin, les services techniques municipaux ont été victimes du vol de son camion benne Peugeot Boxer.

Plainte déposée

Une plainte a été déposée auprès de la gendarmerie de Boos, précise la commune, qui demande aux habitants de contacter la gendarmerie s'ils ont aperçu le camion, immatriculé FG-456-YT.

tendanceouest.com

Rouen. De l'autel aux platines : le prêtre DJ Padre Guilherme en concert

Margaux Fresnais

1–2 minutes

Une première pour Padre Guilherme, prêtre le jour et DJ électro le soir... jeudi 14 mai, il donnera son tout premier concert en France à Rouen.

Un concert électro pour les fêtes Jeanne d'Arc

Cet événement se déroulera sur le parvis de l'église Sainte-Madeleine à Rouen, devant la préfecture. Les festivités débuteront dès 20h avec en première partie Panache. A 22h, Le DJ prêtre prendra les platines pour lancer officiellement les festivités des fêtes Jeanne d'Arc. Ce show marquera le coup d'envoi de sa tournée en France dans des boîtes de nuit. Une prestation en plein air mais payante : 18€ pour les adultes et 10€ pour les enfants.

Une star mondiale venue de Lisbonne

Padre Guilherme a vu sa notoriété exploser après sa performance lors des Journées Mondiales de la Jeunesse en 2023 à Lisbonne, où il a fait vibrer 1,5 million de jeunes et de pèlerins. Depuis, il parcourt le monde pour partager sa musique dans des festivals.

lecourriercauchois.fr

Saint-Valery-en-Caux. Cannabis et cocaïne : les gendarmes démantèlent un trafic après plusieurs mois d'investigations

Ghislain Annetta

~2 minutes

Après plusieurs mois d'investigations, une opération judiciaire a été déclenchée lundi 13 avril par la compagnie de gendarmerie de Fécamp, dans le secteur de Saint-Valery-en-Caux. Six personnes ont été interpellées et plus de 30 consommateurs ont été auditionnés. Les perquisitions ont permis la découverte de plusieurs plaquettes de résine de cannabis, de cocaïne, de presque 5 000 euros en espèces et du matériel pour le trafic. Les militaires de la brigade de recherches (BR) de Fécamp se sont appuyés sur les renseignements obtenus par leurs collègues de la communauté de brigades (COB) de Saint-Valery-en-Caux. A l'issue de 96 heures de garde à vue, cinq individus ont été jugés en comparution immédiate devant le tribunal judiciaire de Rouen. Ils ont demandé un délai pour préparer leur défense. Ils sont convoqués par la justice le 19 juin. En attendant cette audience, quatre ont été placés en détention provisoire et un sous contrôle judiciaire. Le sixième impliqué répondra de ses actes en septembre 2026 sous la forme d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

- **A lire aussi.** Près de Barentin. Ils surprennent un homme dans leur chambre en pleine nuit : la gendarmerie intervient

Un nouveau réseau de stupéfiants démantelé par les gendarmes de Fécamp

"En l'espace de quelques mois, c'est le troisième réseau de trafic de stupéfiants que la brigade de recherches de Fécamp démantèle : deux à Saint-Valery-en-Caux et un à Fécamp, tour Saint-Nicolas ", rappelle le chef d'escadron Ludovic Dantec. Le commandant de la compagnie de Fécamp ajoute que les militaires placés sous ses ordres *"demeurent pleinement engagés dans la lutte contre les stupéfiants et le narcotrafic".*

paris-normandie.fr

Fuite de données : le portail ANTS, qui gère les pièces d'identité, visé par une attaque informatique

AFP

~4 minutes

L'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS), qui gère les demandes de pièces d'identité, a « détecté un incident de sécurité » le 15 avril qui pourrait impliquer des données de particuliers et de professionnels.

Par AFP

Publié: 20 Avril 2026 à 14h23 Temps de lecture: 2 min
L'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS), qui gère les demandes de pièces d'identité, a *« détecté un incident de sécurité »* le 15 avril qui pourrait impliquer des données de particuliers et de professionnels, a indiqué lundi 20 avril 2026 le ministère de l'Intérieur.

« Des données à caractère personnel »

Dans un communiqué, le ministère a précisé que des *« données à caractère personnel »* étaient concernées, notamment les noms et prénoms, l'adresse électronique ou la date de naissance d'usagers.

Un signalement a été transmis à la procureure de la République de Paris en application de l'article 40 du code de procédure pénale en vue de l'ouverture d'une enquête.

« Sous réserve des investigations en cours, s'agissant des comptes particuliers, les données à caractère personnel concernées seraient des données d'identification : identifiant de connexion, civilité, nom, prénoms, adresse électronique, date de naissance, identifiant unique du compte ; et le cas échéant, d'autres données qui ne sont pas systématiquement présentes dans les comptes : adresse postale, lieu de naissance, téléphone », détaille le communiqué, qui ajoute que *« les usagers concernés font actuellement l'objet d'une information personnalisée »*.

Fondée en 2007, l'ANTS est chargée d'accompagner les usagers dans leurs demandes de titres réglementaires et de délivrer ces

différents documents, à commencer par les passeports électroniques et biométriques, la carte nationale d'identité, les titres de séjours ou encore le permis de conduire.

« Pas les pièces jointes »

« La divulgation des données ne concerne pas les données complémentaires transmises dans le cadre de la réalisation des différentes démarches, telles que les pièces jointes. Ces données personnelles ne permettent pas d'accès illégitime au compte du portail », affirme le ministère.

Selon le communiqué de Beauvau, les investigations techniques, lancées dès la détection de l'incident, sont menées par les équipes de l'ANTS et les services compétents et visent à déterminer précisément l'origine de l'incident ainsi que son ampleur.

Des mesures de renforcement de la sécurité pour assurer la continuité des services du portail et la protection des données ont été mises en place, assure encore l'Intérieur.

Lire aussi

Édito. 1er-Mai : les travailleurs sacrifiés sur l'autel de l'idéologie

Le remboursement des protections périodiques réutilisables effectif à la rentrée pour les jeunes femmes

Un couple filmé en plein ébat sexuel et sans le savoir par une webcam au sommet d'une montagne

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

actu.fr

Cambriolages à répétition près de Dieppe : la mairie appelle à la vigilance

Marie LEMAISTRE

2–3 minutes

À Bertreville-Saint-Ouen (Seine-Maritime), la municipalité alerte ses habitants après une nouvelle série de cambriolages, dont un dernier survenu jeudi 16 avril 2026.

Sur le même thème

- Cambriolage
- Gendarmerie
- Réseaux sociaux

Quatre faits ont été recensés en un mois, majoritairement en pleine journée, alimentant l'inquiétude dans ce village de Seine-Maritime. ©Archive actu.fr

Par Marie LEMAISTRE Publié le 20 avr. 2026 à 11h11

Le village de Bertreville-Saint-Ouen (Seine-Maritime) fait entendre son exaspération. Dans une publication diffusée sur sa page Facebook jeudi 16 avril 2026, à l'attention de ses habitants, la municipalité alerte : » Attention, un nouveau cambriolage a eu lieu ce jour à Bertreville-Saint-Ouen, route des Folies, à 13 h 30. Soyez très vigilants ! «

La mention d'un véhicule suspect est également signalée.

La publication précédente faisait déjà état d'un cambriolage. À chaque fois, c'est l'occasion d'un rappel à la vigilance.

« Le quatrième en un mois »

» C'est le quatrième en un mois « , souligne Thérèse Calais, la maire du village. Depuis début mars, avec un premier cambriolage rue Rouge, en plein jour, la série se poursuit. Des bijoux avaient été dérobés.

Un deuxième a eu lieu le 7 avril, route de la Mairie, puis un troisième le 8 avril, cette fois au cours de la nuit, route des Vergers, au sein d'une résidence secondaire. Le jardinier avait découvert les traces de passage au petit matin.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Ce dernier fait avait fait l'objet d'une publication sur les réseaux de la commune.

Hormis celui du 8 avril, tous les faits ont eu lieu en plein jour et au sein de résidences principales, dont le tout dernier le jeudi 16 avril.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

Pourquoi une partie de la rocade de Dieppe est fermée aujourd'hui et demain ?

Loïc Potier

~1 minute

La partie descendante de la rocade de Dieppe, reliant le rond-point des Canadiens, là où il y a les Alpine, et celui qui est situé dans le bas de la descente au niveau de la caserne des pompiers, est fermée ce mardi 21 et mercredi 22 avril de 9 h à 16 heures. Le Département va effectuer des travaux de voirie avec une réfection de la bande de roulement.

Réfection de la chaussée

Les travaux sont effectués par le Département 76, car cette route est un axe départemental. Une déviation est mise en place afin de gérer la circulation importante dans cette partie de la rocade. Les usagers avaient pu remarquer des panneaux annonçant cette fermeture temporaire.

paris-normandie.fr

Bus, voitures, vélos… À Goderville, les usagers vont enfin pouvoir emprunter le nouveau pôle multimodal

Suzelle Gaube

4–6 minutes

Après des mois et des mois d'attente, les 15 000 habitants de la communauté de communes Campagne de Caux vont enfin pouvoir profiter du pôle d'échanges multimodal installé à Goderville. Il est mis en service jeudi 23 avril 2026.

A Goderville, le pôle multimodal sera entièrement fonctionnel à compter du jeudi 23 avril 2026. - Suzelle Gaube/Paris Normandie

Par Suzelle Gaube

Publié: 21 Avril 2026 à 07h31 Temps de lecture: 2 min
Fini les arrêts de bus sur le parking de la salle culturelle La Ficelle à Goderville, après avoir été de longues années sur la place centrale de Goderville en transformation. Ils se feront dorénavant sur le site du nouveau pôle d'échanges multimodal à quelques dizaines de mètres du centre-bourg. Sa mise en service est prévue jeudi 23 avril 2026, après des mois et des mois d'attente. Comme l'indique la ville de Goderville dans un post Facebook : *« À compter de cette date, l'arrêt « La Ficelle » à Goderville ne sera plus desservi par les lignes 504, 507 et 508. Le nouvel arrêt de référence sera désormais l'arrêt « Pôle d'échanges multimodal » situé rue Emile Bénard. »*

Consultez l'actualité en vidéo

Sept mois d'attente

Porté par la Communauté de communes Campagne De Caux, le projet de construction d'1,4 million d'euros a d'abord été très long à

démarrer. Commencés en février 2025, les travaux à l'intersection des rues Emile-Bénard et de la Voie Romaine – en lieu et place du champ de foire – à Goderville se sont achevés courant octobre 2025. Une fois construit, il ne manquait plus que l'installation des toilettes automatiques et de l'abri à vélos en octobre 2025. Près de sept mois plus tard, c'est désormais chose faite.

Une trentaine de places de parking ont été créées sur une aire de covoiturage - Suzelle Gaube/Paris Normandie

Malgré cette absence provisoire de circulation des bus pendant sept mois, l'aire de covoiturage était accessible : elle est composée d'une trentaine de places de parking. En plus de deux places PMR et de deux stationnements avec borne de recharge pour véhicules électriques.

« Réorganiser les flux de circulation »

Les objectifs de ce projet sont multiples, comme l'expliquait Campagne de Caux à l'époque : *« Réorganiser les flux de circulation venant des rues Jean-Prévost, Émile-Bénard, Guy-de-Maupassant »*. Et *« développer une offre de stationnement en périphérie des places centrales de manière à apaiser et sécuriser les déplacements en centre-bourg »*.

Lire aussi

Nouvelle bibliothèque, propriétaires sous le choc, moto-écoles inquiètes… le point actu à 20 h

« Dérangeant » et « absurde » : le regard des « No kids » normands sur le réarmement démographique

« Des enfants ? Non merci ! » : qui sont les « No kids » ? Des Normandes et des Normands témoignent

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Goderville (Seine-Maritime)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

Bus, voitures, vélos… À Goderville, les usagers vont enfin pouvoir emprunter le nouveau pôle multimodal

Nouvelle bibliothèque, propriétaires sous le choc, moto-écoles inquiètes… le point actu à 20 h

Video

Voici les dates de la prochaine campagne de stérilisation des œufs de goélands au Havre

Video

Le Havre. À quoi ressemble la bibliothèque Raymond-Queneau

dans la galerie commerciale d'Auchan ?

Dans la cathédrale du Havre, un touriste argentin victime d'un arrêt cardiaque

« Dérangeant » et « absurde » : le regard des « No kids » normands sur le réarmement démographique

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Le Havre. À quoi ressemble la bibliothèque Raymond-Queneau dans la galerie commerciale d'Auchan ?

Karine LEROY

6–7 minutes

La bibliothèque Raymond-Queneau du Havre rouvre ses portes aux lecteurs samedi 25 avril 2026. Elle a été aménagée au cœur du centre commercial Grand Cap, à Mont-Gaillard, à la place de plusieurs anciennes boutiques.

Par Karine LEROY

Publié: 20 Avril 2026 à 18h41 Temps de lecture: 1 min

Des courbes, du bois clair, des couleurs chaleureuses et une atmosphère cosy qui invite à se poser dans l'une des petites alcôves ou sur un fauteuil… Voilà à quoi rassemble la nouvelle bibliothèque Raymond-Queneau, du Havre. Le public va pouvoir la découvrir samedi 25 avril 2026, à l'occasion de sa réouverture.

La nouvelle bibliothèque va accueillir le public à partir de samedi 25 avril. - Karine Leroy/Paris Normandie

Pour en franchir les portes, il faut désormais se rendre dans le centre commercial Grand Cap (Auchan Mont Gaillard). D'ailleurs lundi 20 avril 2026, en plein cœur de l'après-midi, plusieurs curieux se sont déjà arrêtés devant les larges baies vitrées, intrigués par l'animation qui y régnait déjà en raison de la visite du maire du Havre, Edouard Philippe… *« C'est beau ! »* souffle l'un des passants.

Un espace « heure du conte » attend de recevoir les plus jeunes. - Karine Leroy/Paris Normandie

À la place d'anciens commerces

Difficile en effet d'ignorer cette bibliothèque flambant neuve, aménagée dans la galerie marchande. C'est ce qui en fait son intérêt : attirer les regards pour capter le maximum de visiteurs, à la recherche d'un livre, d'un jeu, d'un journal ou d'un magazine…

La bibliothèque est installée au cœur de la galerie commerciale. - Karine Leroy/Paris Normandie

La bibliothèque a été aménagée dans quatre anciennes cases commerciales – dont celles d'un opticien et d'un traiteur asiatique – … à quelques centaines de mètres seulement de la précédente bibliothèque, ouverte en 1978. Elle a été pensée par l'architecte Françoise Sogno, qui a déjà signé l'aménagement de la

bibliothèque Oscar-Niemeyer.

Un millier de jeux de société

Le nouvel espace en a donc gardé le nom – Raymond-Queneau. C'est l'un des seuls points communs entre l'ancienne et l'actuelle structure. Les visiteurs pourront, et c'est une nouveauté, jouer sur place ou emprunter des jeux de société. Un millier est disponible. Il sera également possible de récupérer les documents réservés grâce à un système de casiers.

La nouvelle bibliothèque est plus spacieuse que la précédente. - Karine Leroy/Paris Normandie

Une salle d'animation, une salle de travail (accessible même aux heures de fermeture), un joli coin tout en rondeurs « heure du conte » complètent cette bibliothèque qui se prolonge par une mezzanine où sont nichés des bureaux.

Le maire Edouard-Philippe a découvert le nouvel espace lundi. - Karine Leroy/Paris Normandie

Lundi après-midi, le personnel s'employait à ranger encore les derniers livres sur les rayonnages… Au total, 12 000 titres seront disponibles. La sélection comprend des livres de voyages, pour la jeunesse, des romans, des polars et un large choix de mangas, pour s'adapter aux publics.

Une plus grande amplitude horaire

La bibliothèque Raymond-Queneau, qui gagne à la faveur de ce déménagement quelque 130 mètres carrés, sera aussi ouverte plus longtemps : 31 h 30 par semaine contre 22 heures auparavant. Elle emploie neuf personnes soit quatre de plus… qui espèrent recevoir bien davantage que les 15 000 inscrits actuels.

Cette septième bibliothèque du réseau de lecture publique havrais est accessible à tous. Pas besoin d'être inscrit pour en franchir les portes. En revanche, l'inscription, gratuite, est nécessaire pour emprunter un livre pour une durée d'un mois (renouvelable).

Que va devenir l'ancienne bibliothèque ?

L'ancienne bibliothèque Raymond-Queneau devrait accueillir un nouveau centre pour la police municipale du Havre *« dans les mois qui viennent »*, ajoute le maire Edouard Philippe. *« Nous devons y réfléchir avec la police nationale… C'est une idée qui a été présentée, et validée, lors de la campagne des élections municipales. »*

Lire aussi

Bus, voitures, vélos… À Goderville, les usagers vont enfin pouvoir emprunter le nouveau pôle multimodal

Nouvelle bibliothèque, propriétaires sous le choc, moto-écoles inquiètes… le point actu à 20 h

Montivilliers organise un forum de la santé à destination des jeunes début mai

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Le Havre

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

Bus, voitures, vélos… À Goderville, les usagers vont enfin pouvoir emprunter le nouveau pôle multimodal

Nouvelle bibliothèque, propriétaires sous le choc, moto-écoles inquiètes… le point actu à 20 h

Montivilliers organise un forum de la santé à destination des jeunes début mai

Video

Voici les dates de la prochaine campagne de stérilisation des œufs de goélands au Havre

Video

Le Havre. À quoi ressemble la bibliothèque Raymond-Queneau dans la galerie commerciale d'Auchan ?

Dans la cathédrale du Havre, un touriste argentin victime d'un arrêt cardiaque

Voir plus d'articles

Juste pour vous

actu.fr

Un mois de travaux pour réduire la vitesse dans cette commune de Seine-Maritime

Pauline Defoix

3–4 minutes

Depuis le 20 avril et jusqu'au 25 mai, des travaux sont prévus dans le centre de Rosay. L'objectif : réaliser des aménagements pour inciter les automobilistes à ralentir.

Sur le même thème

- Pays de Bray
- Sécurité routière
- Travaux

Article réservé aux abonnés

Au carrefour, les priorités à droite n'existeront plus. Deux stops viendront réguler la circulation. ©Le Réveil de Neufchâtel

Par Pauline Defoix Publié le 21 avr. 2026 à 7h07

« Plus ça va, plus ils vont vite », lance décontenancée la maire de Rosay, près de Bellencombre **(Seine-Maritime)**, Joëlle Laurence… « au risque parfois de se faire renverser. Et cela n'est plus possible », affirme l'édile, qui fait face à des automobilistes « de plus en plus pressés au quotidien ».

Depuis lundi 20 avril et jusqu'au lundi 25 mai, des travaux pour **faire baisser la vitesse** dans le centre du village vont avoir lieu. Détails.

Un aménagement du carrefour dans le centre de Rosay

Deux ans. C'est le nombre d'années qu'il a fallu à la commune de Rosay pour plancher sur le dossier et surtout, « convaincre le Département de l'importance de mener ces travaux », déclare la mairie. S'agissant d'une **route départementale**, « nous avons dû travailler en collaboration avec eux ».

Pour faire **ralentir les véhicules**, « un passage surélevé, que l'on appelle long plateau va être installé », indique Joëlle Laurence. Par ailleurs, les priorités à droite au carrefour dans le centre de Rosay n'existeront plus. **Deux stops** vont être posés : l'un route de la Varenne, l'autre, route de la forêt.

Une circulation alternée durant les travaux

Ce ne sont pas les seuls aménagements qui vont être réalisés durant ce mois de travaux. Route de la Briqueterie, « une écluse est prévue en entrée d'agglomération », fait savoir la maire. Et deux autres vont être posées route de la Fonte.

Le temps des travaux, une circulation par alternat à l'aide d'un feu sera mise en place. « L'accès à l'autoroute aux heures de pointe pourra prendre un peu plus de temps qu'à la normale », tient-elle à souligner. Et d'espérer que ces aménagements feront baisser la vitesse dans la commune.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

Ligne SNCF Le Tréport-Abbeville : un dossier au point mort malgré les relances

Alexandra Mauviel

6–7 minutes

Les membres du comité de défense de la ligne dénoncent deux ans sans contact avec les décideurs. Malgré les enjeux économiques et industriels, le projet reste bloqué, dans l'attente d'un signal de la Région et de l'État.

Publié: 20 Avril 2026 à 12h15 Temps de lecture: 3 min

Les faits

- La ligne SNCF Abbeville – Le Tréport desservait les villages de Miannay, Quesnoy-le-Montant, Acheux-Franleu, Chepy-Valines, Feuquerolles, Feuquières-en-Vimeu-Fressenneville, Woincourt, Yzengremer.
- Fermée le 28 mai 2018, elle a été remplacée par une liaison en bus.
- Les travaux pour sa réouverture ont été ignorés du contrat de plan État-Région 2027-2037, fin 2023. Le devis avait explosé par rapport aux précédentes estimations, passant de 68 à 149 millions d'euros.
- Le Comité de sauvegarde et de développement des lignes ferroviaires du Tréport-Mers (CSDLFTM) a demandé à la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut) la conduite d'une étude indépendante, qui a abouti à un coût de 100 millions d'euros.

Le 30 mars 2025, date de leur dernière assemblée générale, les membres du Comité de sauvegarde et de développement des lignes ferroviaires du Tréport-Mers (CSDLFTM) étaient déjà las. La réouverture de la ligne SNCF Abbeville-Mers-le Tréport n'avançait pas. La Région Hauts-de-France (cofinanceur, avec l'État) reconnaissait, par la voix de Christophe Coulon, vice-président en charge des transports sollicité par le *Courrier picard* : « *Peu importe que ce soit 100, 120 ou 150 millions, le fait est que nous n'avons pas l'argent nécessaire sur nos lignes budgétaires.* »

Ce dernier ne désespérait alors pas de trouver de nouveaux fonds

auprès, par exemple, de la Conférence de financement des mobilités (CFDM). Un an plus tard, le dossier est toujours au point mort, comme l'a confirmé le comité réuni en assemblée samedi 18 avril 2026 à Mers-les-Bains.

> Il faudrait un coup de pouce de l'État qui déclencherait la décision de la Région »

Brigitte Troquet, Présidente du comité

Le comité, créé il y a 11 ans, n'a pas ménagé ses efforts : animations auprès du public « *pour parler de nous* », réunions, courriers en pagaille aux autorités et aux élus. En vain. « *Nous n'avons plus de contacts avec le décideur depuis deux ans et l'étude que nous avons fait faire par un cabinet expert et que nous avons remise à la Région* », a regretté Brigitte Troquet, présidente du comité. « *Nous savons que c'est là que ça coince*, a complété Alain Peyronnet, secrétaire. *Il faudrait un coup de pouce de l'État, qui déclencherait la décision de la Région…* »

Le territoire ne manque pas d'arguments, comme l'a rappelé Laurent Jacques, maire du Tréport : entreprises, tourisme mais aussi l'EPR 2 à Penly « *le plus grand chantier d'Europe* ». Aussi, les adhérents ont acté le lancement d'une nouvelle étude socio-économique locale à 12 000 euros, que l'association puise dans ses caisses. Ils ne désespèrent pas de convaincre l'exécutif régional d'appliquer en Picardie maritime ce qui a été fait pour la ligne Douai-Cambrai (32 km) : elle a été réhabilitée l'an dernier pour 74 millions, dont 51 assumés par la Région.

«Refaire un point complet avec les élus concernés»

Emmanuel Maquet, fraîchement réélu maire de Mers-les-Bains, est attendu au tournant. Il est en effet conseiller régional et proche de Xavier Bertrand (président de la Région). Interrogé, Vincent Rousselin, son adjoint en charge des associations (qui le représentait ce samedi) est peut-être porteur d'une bonne nouvelle : « *Emmanuel Maquet est d'accord sur le principe pour solliciter une audience avec Xavier Bertrand. Et, a minima, Christophe Coulon, pour refaire un point complet avec les élus concernés et la présidente du comité.* »

L'occasion de rappeler qu'en mai 2018, Xavier Bertrand avait affirmé : « *Je refuse la fermeture de cet axe et souhaite sa remise à niveau, en recherchant toutes les solutions permettant une rénovation, puis un entretien au meilleur coût.* »

Lire aussi

En Seine-Maritime, ce collège dispose désormais d'une salle de «gestion du stress et des émotions»

Près de Dieppe, Marine Lançon se reconvertit et ouvre une fromagerie-épicerie fine

Des nids de frelons aux casernes malgaches : le double engagement d'Alexis Leclerc près de Dieppe

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Mers-les-Bains (Somme) Abbeville Le Tréport (Seine-Maritime) vimeu

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe

Pourquoi une partie de la rocade de Dieppe est fermée aujourd'hui et demain ?

Nouvelle zone commerciale à l'entrée de Dieppe : « Il reste des cases disponible »

Le Christ du calvaire de la jetée ouest du port de Dieppe va ressusciter d'ici un mois

Video

Prix du gasoil : cette entreprise de Seine-Maritime mise sur les poids lourds électriques

En Seine-Maritime, ce collège dispose désormais d'une salle de «gestion du stress et des émotions»

Près de Dieppe, Marine Lançon se reconvertit et ouvre une fromagerie-épicerie fine

Voir plus d'articles

Juste pour vous

actu.fr

Hausse du prix du péage du pont de Normandie : le débat fait rage entre les élus au Havre

Delphine Revol

8–10 minutes

Des élus souhaitent que les collectivités locales du côté havrais s'engagent contre la hausse annoncée des tarifs des ponts de Normandie et de Tancarville au 1er mai. En vain ?

Sur le même thème

- Argent
- Edouard Philippe
- Pont de Normandie

Article réservé aux abonnés

Le tarif des péages des ponts de Normandie et de Tancarville va aussi augmenter pour les abonnés. ©76actu

Par Delphine Revol Publié le 20 avr. 2026 à 20h14

Alors que la Chambre de commerce et d'industrie du Havre a annoncé augmenter ses tarifs de péages des pont de Normandie et de Tancarville, au 1er mai 2026, non sans susciter de vives réactions hostiles chez les usagers, les élus de l'estuaire se sont aussi emparés du dossier, dans un contexte inflationniste. Ce sujet éminemment politique – avec le spectre d'un **nouveau choc pétrolier mondial** et le frémissement de colère des travailleurs pour qui aller au travail coûte de plus en plus cher – est arrivé tout d'abord en conseil municipal du côté rive droite de l'estuaire de la Seine.

Voici le **premier épisode** de notre série consacrée aux prix des ponts de la Seine.

Qu'en pensent les élus ?

En premier lieu à Montivilliers, deuxième ville de l'agglo du Havre,

où le 7 avril 2026, le conseil municipal s'est prononcé en faveur d'un vœu adressé à la CCI pour lui demander d'annuler la hausse prochaine des deux ponts, tout en interpellant l'État, la Région ainsi que le Département de Seine-Maritime afin que les crédits de rénovation ne soient plus uniquement supportés par les usagers. Dans cette ville dirigée par **Jérôme Dubost,** maire socialiste, le vœu est passé comme une lettre à la Poste : les élus se sont prononcés à l'unanimité en faveur de cette demande.

En revanche, la pilule a plus de mal à passer ailleurs. Au conseil municipal du Havre, c'est bien sûr l'opposition municipale qui a proposé ce vœu en séance, lors du conseil municipal du 13 avril 2026 : Jean-Paul Lecoq**,** député communiste engagé depuis des décennies en faveur d'une politique tarifaire plus favorable des ponts de Normandie et Tancarville, a souhaité que la commune du Havre prenne position en faveur d'une non-hausse tarifaire cette année.

Dans cinq ans, la fin de la concession

Le représentant de l'opposition municipale a interpellé le maire **Edouard Philippe,** en séance :

> Je voudrais rappeler quand même, et le maire du Havre qui était premier ministre s'en souvient bien, que quand on donne une concession à une institution, cette dernière a l'obligation de mettre de l'argent de côté pour les gros travaux.

Et de rappeler que la fin de la concession des ponts par la CCI approche, puisqu'en 2031, l'État devra **lancer un nouvel appel d'offres** pour confier la gestion de ses deux infrastructures pour les prochaines années à une autre institution (ou encore la CCI csi cette dernière candidate et remporte de nouveau l'appel d'offres) : « le concessionnaire a l'obligation, à la fin de la concession, de rendre en bon état les ponts ».

Outre l'annulation de la hausse du 1er mai qu'il souhaite faire voter dans son vœu au conseil municipal havrais, **Jean-Paul Lecoq veut aller plus loin : «** à l'avenir, nous devrions nous prononcer pour que les péages des ponts de Tancarville et de Normandie soient supprimés ». L'élu communiste propose qu'à compter de 2031, ce soient les péages autoroutiers en amont et en aval des ponts (sur l'A29 par exemple) **qui servent à financer la maintenance des ponts** pour « supprimer, au droit des deux rives de la Seine, le péage des ponts ». Il demande que les élus locaux se mobilisent comme lui pour interpeller le ministère des transports sur la destination des financements de péage.

Quelques jours plus tard, le 16 avril 2026, un élu de Montivilliers, du même bord, a souhaité lui aussi mettre au vote un vœu à porter par la CU (Communauté urbaine) Le Havre Seine Métropole. **Aurélien Lecacheur** a protesté publiquement contre cette hausse des tarifs des ponts au 1er mai « dans des proportions importantes », et en particulier pour les abonnés qui travaillent, « ce qui apparaît comme une incongruité ».

Dans le vœu porté, le conseiller communautaire, il y fait figurer une **inquiétude pour l'attractivité du territoire** : « notre agglomération havraise est entourée de péages, notamment à Epretot [...]. Travailler sur une rive de la Seine et vivre sur l'autre, c'est le

quotidien de milliers de Normandes et de Normands qui ne l'ont pas choisi. Ils ne peuvent pas être punis en payant les ponts de plus en plus cher ». Il demande que soit annulée la hausse prévue par la CCI le 1er mai. Mais ce sera sans succès, ni pour lui ni pour Jean-Paul Lecoq. Edouard Philippe, maire du Havre et président de la CU n'y est pas favorable :

> Je sais que les travaux sur ces ponts sont complexes et extrêmement exigeants pour maintenir un niveau de sécurité maximal, et je ne crois pas que la CCI puisse les financer autrement qu'en augmentant ses tarifs.

Le maire du Havre a été formel en conseil municipal, tout comme en conseil communautaire : « **je ne voterai pas ce vœu** ». Suivi dans ce choix par 43 autres conseillers municipaux qui ont aussi voté contre, face à 13 pour et deux abstentions. Cette même tendance a été suivie en conseil communautaire : avec une écrasante majorité d'élus qui ne souhaitent pas porter un vœu collectif en ce sens : 85 contre, 34 favorable et deux abstentions.

Et tant pis pour **Nathalie Nail**, conseillère communautaire, élue de l'opposition au Havre, dont l'idée a été directement jetée aux orties : la conseillère PCD proposait de s'inspirer de l'exemple de l'île de Ré où tous les habitants insulaires sont exemptés de péage grâce à l'enregistrement préalable de leurs plaques d'immatriculation afin que ce soient les visiteurs et non pas les locaux qui payent le pont.

Et si la collectivité participait ?

Appuyé dans ses propos par **Denis Merville**, conseiller communautaire et maire de Sainneville-sur-Seine qui a rappelé que l'État était « particulièrement endetté », Edouard Philippe a tenu le même discours, en guise de réponse : « c'est un peu facile de voter pour baisser les recettes de quelqu'un d'autre ». Et de douter de l'idée d'une prise en charge partielle des abonnements des travailleurs locaux par la collectivité, comme a pu le faire dans le passé le Département du Calvados ou le Département de l'Eure pour les habitants de leurs territoires amenés à traverser le pont pour aller travailler : « pourquoi pas mais on ne connaît pas le nombre de personnes de notre CU qui empruntent le pont, ni le coût que cela représente », rappelant un contexte où les recettes des collectivités sont encore plus comptées. Le président de l'agglo parle aussi de « rupture d'égalité » : « ça s'arrête où ? On dit quoi à ceux qui habitent à Fécamp par exemple ? »

Les tentatives de compromis, après coup, d'Aurélien Lecacheur n'y feront rien : « on ne demande pas la gratuité, l'objet du vœu est de dire que le contexte de cette hausse n'est pas opportun et l'idée serait d'attendre quelques mois ». Pas suffisant pour convaincre une majorité d'élus rangés derrière le président qui a dit non. Et quand c'est non c'est non, d'autant plus quand ce refus est réaffirmé à deux reprises au sein de deux instances.

Suivez l'actualité du Havre sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

tendanceouest.com

Normandie. Une nouvelle direction à l'Agence régionale de santé

Margaux Fresnais

1–2 minutes

A compter du 27 avril prochain, Matthias Ott prendra la tête de l'Agence régionale de santé (ARS) de Normandie, en tant que directeur général. Il succède à François Mengin-Lecreux, qui rejoint l'ARS Occitanie.

Un parcours institutionnel

Matthias Ott occupait jusqu'à présent les fonctions de préfet, délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH).

Il a aussi exercé en tant que préfet délégué à l'égalité des chances dans le Val-de-Marne, avant de travailler au cabinet ministériel à Matignon sous Jean Castex pendant la crise du Covid. Il a par ailleurs œuvré une dizaine d'années en Seine Saint-Denis, en collectivités locales, avant d'intégrer le service de l'Etat en tant que sous-préfet à Amiens, dans la Somme, puis en Guyane.

L'ARS est un organisme chargé de piloter la politique de santé publique et de réguler l'offre des soins à l'échelle de la Région.

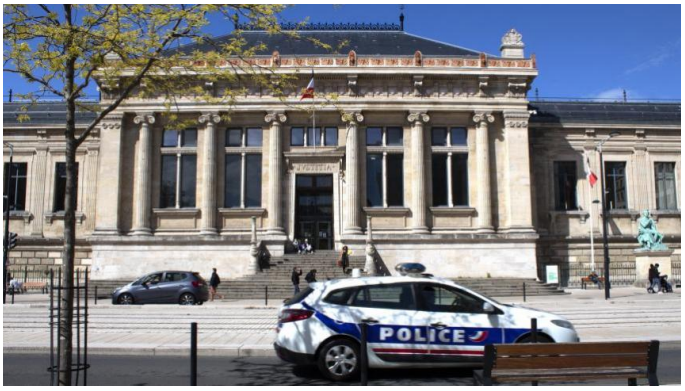
paris-normandie.fr

À Bolbec, une enquête ouverte après des publications racistes diffusées pendant la campagne municipale

Coline Poiret-Mellier

5–6 minutes

Le parquet du Havre confirme l'ouverture d'une enquête après un signalement concernant des publications à caractère raciste diffusées sur les réseaux sociaux durant la campagne municipale de Bolbec.



Le parquet du Havre confirme l'ouverture d'une enquête après un signalement concernant des publications à caractère raciste diffusées sur les réseaux sociaux durant la campagne municipale de Bolbec. - PND

Par Coline Poiret-Mellier

Publié: 20 Avril 2026 à 18h04 Temps de lecture: 1 min
L'affaire, née en pleine campagne des municipales, prend désormais une tournure judiciaire. Le parquet du Havre a ouvert une enquête après un signalement visant des publications racistes diffusées sur les réseaux sociaux dans le contexte des élections municipales à Bolbec.

Consultez l'actualité en vidéo

Enquête ouverte à Bolbec

Contactée, la procureure de la République du Havre, Soizic Guillaume, confirme : *« Nous avons reçu un signalement. Il a été*

transmis en enquête avec une qualification de diffamation publique à raison de l'origine. »

À l'origine de la procédure : Rachid Chebli, conseiller municipal d'opposition à Bolbec lors du précédent mandat. Il s'était d'abord présenté comme tête de liste à gauche avant de rejoindre, lors du scrutin de mars dernier, la liste menée par David Duhamel.

Dans un premier article consacré à cette affaire, Rachid Chebli expliquait avoir d'abord saisi la plateforme Pharos : tout citoyen peut signaler sur Pharos des contenus illicites publiés sur internet. *« Ça ne peut pas continuer comme ça »,* déclarait-il alors.

Des publications Facebook visées

Selon lui, après avoir découvert des publications *« racistes, mais qui sont, au-delà de ça, des incitations à la haine »,* diffusées sur Facebook entre octobre 2025 et janvier 2026, il a choisi de porter l'affaire devant la justice. Ces publications sont des images détournées, mettant en scène, entre autres, *« un sapin anti bougnoule, anti macaque »,* décoré de charcuteries, ou encore deux femmes arabes en larmes, avec la mention *« il y a de l'alcool dans la galette des rois »*

En cause, plusieurs publications Facebook diffusées par un certain « Tonio Elvis », qui serait, selon Rachid Chebli, le pseudonyme utilisé par Antoine Courché. Ce dernier figurait sur la liste de Douglas Potier, soutenue par le Rassemblement national.

La procureure précisait toutefois, mardi 14 avril 2026, sur ce point : *« S'agissant de publications sur les réseaux sociaux, je ne peux être affirmative sur l'identité du ou des mis en cause en l'état des investigations. »* L'enquête devra désormais établir les responsabilités et déterminer les suites judiciaires éventuelles.

Lire aussi

À Bolbec, le défilé de mode du Secours catholique fait carton plein !

Doudeville : la carpe, une passion et un nouvel horizon avec « Carp-Caux »

Norville : un concert solidaire de Méli-Mélodie 76 au profit du Téléthon

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Bolbec (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

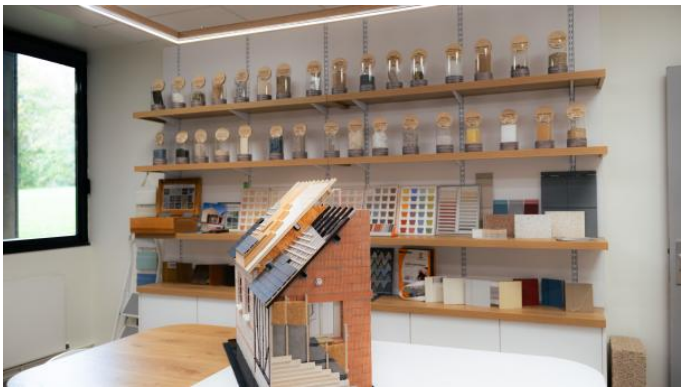
Ça se passe aussi à

Bolbec

À Bolbec, une enquête ouverte après des publications racistes diffusées pendant la campagne municipale

À Bolbec, le défilé de mode du Secours catholique fait carton plein !

Norville : un concert solidaire de Méli-Mélodie 76 au profit du Téléthon



Rénovation énergétique : Caux Seine agglo lance une aide pouvant aller jusqu'à 900 euros pour un audit

Video

« La petite main » : cette Normande choisit l'auto-réhabilitation accompagnée pour rénover sa maison

Lillebonne : pourquoi les peupliers ont disparu le long de la RD 982

Voir plus d'articles

Juste pour vous

acteurspublics.fr

L'État balise sa stratégie de réduction des dépendances numériques à long terme

Victoria Beurnez

4–5 minutes

La stratégie de l'État vers l'indépendance numérique se dévoile peu à peu, et elle se fera sur le temps long. La direction interministérielle du numérique, qui a charge de la piloter, a apporté quelques précisions sur le calendrier et les attendus pour les ministères, dans une volonté plus large de s'affranchir concrètement des solutions numériques extra-européennes, et des éditeurs de logiciels américains, privés et coûteux.

Pour commencer, d'ici à la fin de l'été, les ministères devront déjà proposer un plan de réduction des dépendances, axé sur plusieurs thématiques liées à la souveraineté numérique, avait-on appris le 8 avril dernier, à l'occasion d'un séminaire interministériel consacré à la question. Les thématiques concernées dernières recouvrent par exemple le logiciel libre, mais on retrouve également l'intelligence artificielle, les logiciels, les suites bureautiques, l'hébergement ou encore la cyber.

"*Chaque ministère va définir des priorités en fonction de ses propres dépendances, et de leur niveau de criticité, tout en convergeant vers une idée générale de cartographie des dépendances*, explique Jérémie Vallet, directeur adjoint de la direction interministérielle du numérique. *Il n'y aura pas forcément la même temporalité pour chaque ministère, voire même chaque direction au sein de ceux-ci, pour que l'approche reste adaptée au contexte de chacun.*" L'objectif, pour la Dinum, est donc d'édicter et d'animer cette méthode commune, au fil des groupes de travail interministériels, dont le plus récent tourne autour du logiciel libre.

Lire aussi : Anne Le Hénanff appelle les administrations à travailler de concert sur la souveraineté numérique

Chaque ministère dispose, de son côté, d'un référent dédié, dont le réseau interministériel est animé par la direction. "*L'idée était de lancer ces plans ministériels, mais aussi de montrer qu'il y a un pilotage précis, structuré et méthodique, conjoint à des annonces concrètes, comme sur notre migration sur le poste de travail Linux que nous avons annoncée à cette occasion. Nous savons que certains ministères ont déjà bien avancé, d'autres un peu moins*", explique Jérémie Vallet.

Provoquer un sursaut

La formalisation des plans aura l'avantage de lancer le sursaut nécessaire dans l'administration pour réellement engager la

démarche, du moins tel que l'espère la Dinum. "*Nous attendons des ministères qu'ils commencent à avancer sur ces sujets. Nous avons besoin de provoquer le démarrage des travaux sur les différents axes, mais en gardant à l'esprit que tous se basent déjà sur de l'existant*", relate Florian Delezenne, responsable du département Opérateur de produit interministériel à la Dinum. Le responsable en veut pour preuve la récente annonce de la Dinum de migrer sur Linux. "*Il y avait des gens qui avaient déjà commencé avant nous, et des communautés organisées autour de ces partages d'expérience : nous allons capitaliser dessus. Ce qui est vraiment nouveau, c'est d'essayer de partager, de piloter le tout à échelle interministérielle*", précise le responsable.

Lire aussi : Avec la migration de ses 250 postes vers Linux, la DSI de l'État ouvre la voie dans l'administration à une émancipation de Windows

Mais les plans stratégiques d'indépendance numérique ne sont qu'une petite première partie de la stratégie générale. Après les plans ministériels rendus à la fin de l'été, la réduction concrète va se faire de manière très progressive. "*Il y a parfois des choses simples à mettre en œuvre, et d'autres beaucoup plus compliquées : remplacer la solution de l'éditeur VMware* [un éditeur de logiciels américain très utilisé dans l'administration, NDLR], *sur une infrastructure, ça peut être particulièrement long*", abonde Jérémie Vallet. "*Nous sommes vraiment au début de la mise en œuvre de solutions concrètes et de partage d'expérience : je pense que les groupes de travail, eux, vont durer un certain temps*", conclut le directeur adjoint. Le calendrier de déploiement plus formel de la stratégie devrait, quant à lui, être révélé dans les feuilles de route que les ministères sont tenus de rendre.

acteurspublics.fr

Le Parlement vote la réforme du cadre des instances consultatives de l'État et supprime les "Ceser" en région

Simon Gendrel

5–6 minutes

Le "projet de loi de simplification de la vie économique" pourrait rimer avec suppression. C'est en tout cas ce qu'acte la dernière mouture d'un texte au parcours législatif chaotique. Présenté en Conseil des ministres en avril 2024 par le pensionnaire de Bercy de l'époque, Bruno Le Maire, il a ensuite été examiné en commission mixte paritaire le 20 janvier dernier, avant d'être définitivement adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat les 14 et 15 avril.

Lire aussi : Les éléments de la commission mixte paritaire sur les dernières dispositions de la loi de simplification de la vie économique

Initialement conçu comme un simple *"dégraissage des structures administratives devenues obsolètes, pour simplifier l'organisation de l'administration"*, le texte a évolué. Il va finalement plus loin, en s'appuyant sur une disposition prévoyant la suppression de cinq commissions consultatives pour aller jusqu'à l'enterrement des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (Ceser). Un virage marqué par l'influence du Rassemblement national (RN), qui en tire une victoire politique, sur fond de divisions au sein du groupe EPR (Ensemble pour la République) lors du vote du texte à l'assemblée.

Encadrement des commissions administratives

L'administration voit ainsi acté un encadrement de ses commissions et instances, en particulier celles *"pas, ou très peu, réunies au cours des dernières années"*. Sont notamment visés le *"Conseil stratégique de la recherche, qui ne s'est pas réuni depuis 2015"*, ou encore le *"Conseil supérieur de l'aviation civile, qui ne s'est pas réuni depuis 2016"*. Quant au *"comité national de la gestion des risques en forêt"*, il ne s'est *"depuis sa création, réuni qu'à trois reprises"*, précise le document dont la liste s'est allongée au fil de la navette législative.

Le projet de loi introduit surtout une *"clause d'extinction"* : toute nouvelle commission ou instance consultative ou délibérative créée par la loi et placée auprès du Premier ministre ou d'un ministre serait, par principe, supprimée au bout de trois ans. Seules celles *"dont l'activité est matériellement constatée et dont la mission qui leur a été impartie répond toujours à une nécessité"* pourraient être reconduites pour une durée équivalente.

Le texte prévoit toutefois une exception pour les commissions

pouvant, au-delà de leurs attributions consultatives, formuler *"des propositions contraignantes"*. La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), par exemple.

Vers la disparition des Ceser

Le groupe d'extrême droite a surtout cherché à profiter de cet allègement pour obtenir la suppression d'agences et d'opérateurs de l'État. Mais, au final, ce sont les parlements économiques et sociaux des régions qui passent sous le couperet. La commission mixte paritaire a acté leur passage d'un statut obligatoire à un statut facultatif. Désormais, chaque conseil régional pourra décider de les instituer ou non, le texte prévoyant que *"le conseil régional peut délibérer pour instituer un conseil économique, social et environnemental régional, à la demande du président du conseil régional"*. Une évolution qui entérine, en pratique, leur disparition en droit.

Lire aussi : Le gouvernement avance sur le chantier de la simplification des normes dans les collectivités

Pour Ceser de France, la mesure constitue *"un ajout sans rapport avec l'objet du projet de loi"* et s'auto-désigne comme *"victime collatérale"* du texte. *"On ne réforme pas la démocratie territoriale dans une loi sur la simplification de la vie des entreprises. Les Ceser ne sont ni des agences administratives d'État, ni des opérateurs économiques"*, dénoncent ses présidentes et présidents, qui rappellent leur renforcement par les lois NOTRe de 2015 et 3DS de 2021, notamment en matière d'évaluation des politiques publiques et de prospective territoriale.

Même tonalité du côté du "Mouvement associatif", ESS France et de l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire qui, dans un communiqué commun, dénoncent un texte *"considérablement éloigné de son ambition initiale, devenu le théâtre d'attaques envers certaines de nos institutions et plus largement contre la démocratie consultative"*. Ils fustigent un nouveau statut des Ceser, *"désormais réduits à une instance consultative régionale facultative"*.

Le Conseil constitutionnel devrait se prononcer sur la nature de la disposition afin de déterminer s'il s'agit, ou non, d'un cavalier législatif, après l'appel des présidents des différents Ceser aux parlementaires pour saisir les sages.

acteurspublics.fr

Manque de concret, calendrier serré : le plan "Santé au travail" dans la fonction publique laisse les syndicats sur leur faim

Paul Idczak

4–5 minutes

"Pour l'instant, le plan a le mérite d'être structuré, mais les mesures proposées restent encore assez vagues." L'avis d'Hervé Moreau, secrétaire national de la FSU, à la sortie de la formation spécialisée dédiée au futur plan "Santé au travail" (PST) dans la fonction publique, résume un état d'esprit général partagé par les syndicats des agents publics à l'issue des derniers échanges en date, qui se sont tenus le 16 avril dernier.

Pour rappel, début février dernier, à l'occasion d'une première réunion, la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) avait présenté les grands axes de ce plan, très attendu par les syndicats alors que la mise en place de la précédente mouture avait patiné. Dans les grandes lignes, via diverses mesures, l'objectif du futur plan consiste à consolider le système d'acteurs de prévention en santé au travail dans la fonction publique et à moderniser les outils statistiques disponibles pour les adapter à la réalité du terrain. Il s'agit aussi de développer des actions ciblées sur les risques professionnels qui tiennent compte des spécificités des différents versants et métiers, et, enfin, de renforcer la promotion d'actions de prévention en santé publique en milieu professionnel.

Lire aussi : L'État présente une première esquisse du futur plan "Santé au travail" dans la fonction publique

Deux mois après le premier épisode du cycle d'échanges, la formation spécialisée du 16 avril portait un but principal pour la DGAFP : présenter la méthodologie d'élaboration et de pilotage du futur PST. Chacune des mesures retenues doit ainsi faire l'objet d'une "fiche action", présentée comme *"un outil de pilotage structuré"* par l'administration, qui regroupera à la fois des données chiffrées, les objectifs de chaque action, les grands textes de référence et des indicateurs de pilotage et cibles envisagés.

Problème : si la DRH de l'État avait prévu de mettre deux projets de fiches sous les yeux des syndicats, cela n'a finalement pas été le cas. *"Les deux fiches ne nous ont pas été transmises"*, regrette Roxane Sirven, qui représentait l'UFSE-CGT au sein de la réunion. Or, pour Sonia Testud, secrétaire générale adjointe de la CFDT Fonctions publiques, connaître les détails de ces documents est *"indispensable"* pour pouvoir *"passer au concret"*, alors que le ministère chargé de la Fonction publique veut finaliser le plan d'ici

juin prochain. Et ce, aussi bien pour *"préciser les détails des mesures"* que pour *"identifier les moyens mobilisés et garantir la mise en œuvre effective du plan"*, ajoute la représentante syndicale. Qui réclame par ailleurs, tout comme les autres syndicats, un futur suivi plus régulier du plan au sein de la formation spécialisée, pour l'instant prévu à un rythme annuel.

Davantage de *"contraintes"* pour les employeurs

Plus largement, les organisations syndicales présentes le 16 avril réclament des actions plus *"coercitives"* pour les employeurs. *"Il n'y aura pas d'avancées tant qu'il n'y aura pas de nouvelles règlementations plus contraignantes"*, estime Hervé Moreau, qui souhaite notamment que les préconisations formulées par les médecins du travail *"puissent s'imposer aux autorités administratives"*. Du côté de la CFDT, Sonia Testud réclame *"des conditions d'engagement clairs des employeurs publics sur le respect des obligations légales et réglementaires en matière de prévention"*. Pour elle, la mise en place envisagée, dans les trois versants, de registres santé et sécurité au travail (RSST) et de documents uniques d'évaluation des risques professionnels (Duerp) porte *"un goût d'inachevé"* qui *"ne garantit en rien les obligations de l'employeur"*.

Le prochain round de discussions doit désormais se tenir le 13 mai prochain, au cours d'un groupe de travail dans lequel les syndicats attendront davantage de la part de la DRH de l'État, à quelques semaines de la date butoir avancée par l'administration.

acteurspublics.fr

Commande publique : l'administration devra bientôt passer par une plateforme unique

Par Philippine Ramognino

4–6 minutes

Il aura fallu deux ans pour que le texte atterrisse : le projet de loi "simplification de la vie économique" a été définitivement adopté par les deux chambres la semaine dernière, à l'issue de la commission mixte paritaire. Si les débats se sont surtout cristallisés autour des zones à faible émission (ZFE), introduites dans ce texte régulièrement qualifié de "fourre-tout", d'autres mesures structurantes y figurent, notamment en matière de commande publique.

Lire aussi : Loi "Simplification" : des évolutions majeures en vue pour la commande publique

La plus notable : d'ici le 31 décembre 2030 au plus tard, la grande majorité des pouvoirs publics, que ce soit l'État, ses opérateurs, les hôpitaux ou encore les organismes de Sécurité sociale, devront passer par une plateforme unique, "Place", pour lancer leurs marchés. Le code de la commande publique se verra ainsi modifié, étant prévu d'inscrire dans le marbre que les administrations *"utilisent la plateforme de dématérialisation mise gratuitement à leur disposition par l'État pour réaliser les communications et les échanges"*. Et, ce, *"dans des conditions et sous réserve des dérogations définies par voie réglementaire"*.

En revanche, les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements ne sont pas concernés par cette obligation. Elles pourront néanmoins, si elles le souhaitent, réaliser elles aussi leurs marchés via la plateforme "Place".

Une mesure controversée

La centralisation des marchés publics au sein d'une plateforme unique n'avait pas fait l'unanimité à l'Assemblée nationale lors de son examen en mai 2025. Outre la question de la souveraineté, l'une des crispations tenait à sa généralisation au sein des collectivités territoriales. *"Sous couvert de simplification apparente — d'ailleurs plus apparente que réelle — cette disposition risque d'avoir des conséquences très préjudiciables pour l'accès, en particulier, des TPE et PME aux marchés publics*, tançait notamment le député LR Philippe Gosselin, au sein de l'un des amendements proposant de supprimer la possibilité d'utiliser gratuitement la plateforme de centralisation pour les collectivités qui avait été adopté. *Elle va grandement réduire leur avantage compétitif lié à la proximité avec les acheteurs publics et les mettra en concurrence*

directe avec les grandes entreprises nationales sur une plateforme unique." Auteure d'un amendement similaire, l'ancienne députée LR Christelle Petex regrettait de son côté un *"quasi-monopole de l'État"*, qui constituerait une menace pour la diversité des offres et l'économie locale.

Hausse des seuils et marchés réservés

La loi prévoit également de relever le seuil de dispense de publicité pour les marchés de travaux. Et, ce, pour les besoins dont la valeur estimée est inférieure au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et de services passés par les autorités publiques centrales. Selon la révision engagée en ce début d'année, ces derniers s'élèvent à 140 000 euros hors taxe. Une nouvelle augmentation, donc, Bercy ayant déjà pérennisé le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence de 40 000 euros à 100 000 euros pour les marchés de travaux à la toute fin de l'année dernière. *"Les acheteurs veillent à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin"*, précise toutefois le texte.

Lire aussi : L'exécutif officialise diverses mesures de simplification du code de la commande publique

Par ailleurs, la loi met en place un dispositif de réservation de lots à certains fournisseurs. Les administrations qui émettraient un besoin de travaux, fournitures ou services dits "innovants" pourront réserver 15 % du montant des marchés à des "jeunes entreprises innovantes".

Enfin, toujours dans cette logique d'ouverture de la commande publique aux TPE-PME, le texte prévoit une expérimentation d'une durée de cinq ans dont l'ambition est de *"favoriser à moyen terme l'émergence de nouveaux opérateurs locaux"*. Pour les marchés dont le montant dépasse 100 000 euros, les administrations pourront, au sein de leurs appels d'offres, sommer le titulaire de confier 20 % de l'exécution du contrat aux microentreprises, aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux artisans.

acteurspublics.fr

Avec la migration de ses 250 postes vers Linux, la DSI de l'État ouvre la voie dans l'administration à une émancipation de Windows

Par Victoria Beurnez

5–6 minutes

Petite révolution dans le monde du numérique public. Le 8 avril dernier, la direction interministérielle du numérique (Dinum) annonçait son projet de migrer vers le système d'exploitation libre Linux pour ses postes en interne, et de s'affranchir de Microsoft Windows.

En réalité, la migration a déjà été engagée il y a un moment par la direction. Il y a un peu moins d'un an, elle a lancé l'expérimentation d'un poste de travail stratégique fonctionnant sous NixOS, une version spécifique de Linux permettant de gérer la configuration système via du code informatique. Les postes fonctionnant sous Linux ne disposent pas du tout de la même interface que ceux fonctionnant sous Windows, et ont l'avantage de pouvoir être adaptés aux besoins des utilisateurs. En parallèle, ils évitent les éventuelles hausses de coûts logiciels liées à Microsoft, ainsi que les risques extraterritoriaux liés aux entreprises américaines, dans un souci de souveraineté.

Un fonctionnement adapté aux besoins des agents

"*Nous avons lancé Securix, une version sécurisée de notre poste de travail Linux, avec la distribution NixOS. Aujourd'hui, 40 de ces postes ont été attribués à des administrateurs système, qui opèrent nos produits interministériels comme Tchap, France Connect ou encore Démarches numériques*, explique Florian Delezenne, responsable de département opérateur de produits interministériels. *Ces travaux nous ont amenés à réfléchir à la manière dont nous gérons une flotte de postes : pour éviter de continuer à fonctionner sous Microsoft, nous avons voulu changer de paradigme avec cette configuration Linux un peu particulière, qui permet de gérer toute la configuration du poste de travail avec du code : une solution très adaptée à nos besoins métier*", continue-t-il.

Lire aussi : Stéphanie Schaer : "Pour affirmer le rôle de la Dinum en tant que CTO de l'État, nous misons sur l'édiction de normes et l'audit »

L'expérimentation ayant été un succès, une deuxième phase a été déployée, avec le projet "Bureautix", qui concerne, lui, d'autres types d'agents de la Dinum, non plus sur de l'administration système mais plutôt de la gestion ou du pilotage de produit. "*Nous avons fait des expérimentations à petite échelle, en commençant*

par 5 postes pour voir si cette souche logicielle pouvait être adaptée à d'autres, puis nous avons décidé d'aller plus loin en lançant une phase de volontariat sur une trentaine de postes supplémentaires, qui a débuté en fin d'année dernière", précise le responsable.

100 % des agents d'ici à la fin de l'année

En plus de ces 70 postes "*expérimentaux*", la Dinum avait également mis à l'essai une cinquantaine d'autres postes sur des cas d'usage différents, menant à environ 120 le nombre de postes total à la Dinum fonctionnant actuellement sous le système d'exploitation Linux et affranchis de Microsoft Windows. Et elle a annoncé la généralisation de cette migration, à savoir ses quelque 250 postes internes, pour la fin de l'année, comprenant donc 100 % des agents de la direction interministérielle du numérique.

Lire aussi : Les agents désormais sommés de se tourner vers la messagerie d'État Tchap

La direction interministérielle du numérique a déjà engagé depuis quelque temps une démarche prônant le logiciel libre, avec, en creux, la volonté de provoquer une accélération dans l'État sur le sujet : elle a contribué au protocole libre Matrix, sous lequel fonctionne sa messagerie instantanée Tchap, ainsi qu'à des améliorations sur NixOS, la version de Linux qu'elle sollicite actuellement.

Une généralisation à l'administration en réflexion

L'expérimentation fera-t-elle tâche d'huile dans l'administration ? Parallèlement, dans la foulée du séminaire interministériel sur la souveraineté numérique du 8 avril dernier, un groupe de travail autour du logiciel libre questionne la possibilité d'étendre ces expérimentations. L'idée n'en est, pour l'heure, qu'à l'état de brouillon, mais fait doucement son chemin. "*L'un des axes de travail prioritaires identifié pour cette année, c'est justement cette adoption de Linux au sein de l'administration*, abonde Florian Delezenne. *La Dinum a un cas d'usage précis, et des envies de mutualisation.*"

Lire aussi : Anne Le Hénanff appelle les administrations à travailler de concert sur la souveraineté numérique

La direction prend pour exemple la gendarmerie, dont 70 000 postes fonctionnent depuis quelques années sous Linux, ainsi que la direction générale des finances publiques, qui étudie également la question depuis quelque temps. "*Notre objectif est de rassembler les précurseurs sur le sujet, de montrer qu'il y a des administrations qui s'y essayent, d'en trouver d'autres volontaires pour suivre les travaux et y adhérer, et de voir jusqu'où on pourrait aller pour le déployer jusqu'à l'ensemble de l'administration*", conclut Florian Delezenne.

actu.fr

Ancienne maire adjointe et militante communiste, Liliane Bosansky est décédée à Dieppe

Augustin Bouquet des Chaux

3–4 minutes

Ancienne maire adjointe en charge du logement lors du mandat d'Irénée Bourgois et militante communiste de la première heure, Liliane Bosansky est décédée à Dieppe (Seine-Maritime).

Sur le même thème

- Logement
- Logements sociaux
- Parti communiste (PCF)

Liliane Bosansky est décédée à l'âge de 87 ans à Dieppe (Seine-Maritime). ©Archives/Les Informations Dieppoises

Par Augustin Bouquet des Chaux Publié le 20 avr. 2026 à 15h07

« Engagée, indomptable, éprise des combats de justice, Liliane Bosansky a, tout au long de sa vie, multiplié les engagements militants à Dieppe : l'Union des femmes françaises, le Secours Populaire, la CNL, le Mouvement de la paix, les anciens combattants de l'ANACR, le CCAS… » saluent sur leur page Facebook le maire de Dieppe, Nicolas Langlois et le président de l'Agglomération Dieppe-Maritime, Sébastien Jumel.

Décédée à l'âge de 87 ans

Des mots forts pour honorer la mémoire de **Liliane Bosansky** décédée à l'âge de 87 ans à Dieppe (Seine-Maritime). Militante communiste, elle rejoint le parti d'extrême gauche en 1977 convaincue par les discours du sénateur Léon Rogé.

Elle s'engage très vite dans la vie politique de la cité aux quatre ports au point de devenir maire adjointe en charge du logement en

1989. L'accès au logement sera le grand combat de sa vie. « **Les bailleurs sociaux ont appris à la connaître elle et son caractère trempé dans le sel quand il le fallait. En 2017, une résidence est baptisée Liliane Bosansky dans le quartier de Janval. Sa modestie dut en souffrir, mais c'était un juste retour des choses pour celle qui s'était tellement investie sur les problèmes de logement »** rappellent Sébastien Jumel et Nicolas Langlois.

« J'adore Dieppe, tout me plaît »

Mère de six enfants et attachée au devoir de mémoire, Liliane Bosansky a notamment été porte-drapeau de l'association des membres de l'ordre national du Mérite, un ordre national du Mérite dont elle avait été décorée. Enfin, la Dieppoise était aussi énormément attachée à sa ville.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Le 26 juin 2019, elle déclarait dans nos colonnes à l'occasion d'un article consacré à son engagement pour la mémoire : « **J'adore Dieppe. Tout me plaît. Je souhaite aux gens de voyager bien sûr mais ma ville, elle est super. »**

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Emile Vittecoq, ancien combattant et figure emblématique de Neufchâtel-en-Bray est décédé

Laurent Hellier

3–4 minutes

Emile Vittecoq, ancien combattant, commerçant et élu neufchâtelois s'est éteint à l'âge de 93 ans vendredi 17 avril. Figure de la ville, sa vie est un morceau d'histoire locale.

Sur le même thème

Nécrologie

Pays de Bray

Emile Vittecoq avait reçu la médaille du département de Seine-Maritime en 2025 ©Le Réveil archives

Par Laurent Hellier Publié le 20 avr. 2026 à 9h53

Emile Vittecoq avait reçu l'année dernière la **médaille** de citoyen d'honneur du département de Seine-Maritime. Figure emblématique de la ville de Neufchâtel-en-Bray, il avait été commerçant, élu et président d'association **patriotique**. Il est décédé **vendredi 17 avril 2026** à l'âge de 93 ans.

Emile Vittecoq, un résistant durant la guerre

Né en octobre 1932, il s'était impliqué dans la résistance pendant la Seconde Guerre mondiale malgré son jeune âge.

Émile Vittecoq et surtout ses parents cachaient des **aviateurs** dans une ferme de **Montreuil-en-Caux** sous le nez des **Allemands** qui occupaient la ferme.

Commerçant à Neufchâtel-en-Bray

Devenu plus tard, **menuisier-ébéniste, il** a tenu le magasin **Monsieur Meuble** dans la rue Dénoyelle à Neufchâtel-en-Bray.

Du côté de la **carrière militaire**, Emile Vittecoq n'a pas chômé. En septembre dernier, son parcours avait été retracé.

Il a effectué son service militaire au GIZN de Trêves au sein de la 451e Cie de COMA en Allemagne. Libéré le 28 août 1954, il est rappelé en **Algérie** à la 753e CREH et libéré en 1956. Il est membre fondateur de l'Union Nationale des **Combattants d'Afrique française du Nord** (UNC AFN) de 1959 à 1961 et président fondateur de l'Amicale des anciens d'AFN de 1961 à 2007.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Et ce n'est pas tout. Il devient successivement président de la **Fraternelle** en 1978, Président des **ACPG-CATM** en 2002, président cantonal des ACPG-CATM en 2008 et président fondateur du **Comité des associations patriotiques du Pays Neufchâtelois** en 2007.

Elu conseiller municipal de 1971 à 1983 et de 1995 à 2001, il a aussi été adjoint au maire de 1983 à 1995.

Éternel actif, Emile Vittecoq a aussi été sapeur-pompier volontaire.

Une vie bien remplie et saluée sur les réseaux sociaux par les élus qui l'ont connu.

Xavier Lefrançois, ancien maire de Neufchâtel-en-Bray salue « un homme qui a consacré sa vie au service des autres, au service de Neufchâtel, au service de la mémoire et des valeurs qui nous rassemblent ».

> Neufchâtel perd aujourd'hui une figure respectée, profondément attachée aux valeurs de mémoire et de transmission.

Et **Nicolas Bertrand,** conseiller départemental, de conclure : « Avec Armelle Biloquet, Conseillère Départementale, nous avions eu l'honneur de lui remettre la médaille d'honneur du Département de la Seine-Maritime lors de la fête de la Libération de la Ville en 2025, en reconnaissance de son parcours exemplaire et de son investissement au service de la mémoire collective ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.